

SEANCES DU MERCREDI 12 JUIN 1985
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 12 JUNI 1985ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des mesures fiscales et autres.

Discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Enseignement (suite). — *Orateurs*: M. J. Peetermans, Mme De Pauw-Deveen, M. Sondag, M. Coens, ministre de l'Education nationale, M. Bertouille, ministre de l'Education nationale, M. Mouton, p. 2890.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 42bis (nouveau): *Orateur*: Mme De Pauw-Deveen, p. 2899.

A l'article 49: *Orateur*: M. Mouton, p. 2902.

A l'article 60: *Orateur*: M. Seeuws, M. Coens, ministre de l'Education nationale, p. 2904.

PROJET DE LOI (Dépôt):

Page 2905.

Le gouvernement. — Projet de loi concernant la construction et l'utilisation des infrastructures propres des installations de chargement et de déchargement des voies navigables.

PROPOSITIONS DE LOI (Dépôt):

Page 2905.

Mme N. Maes. — Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés du 24 octobre 1967.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende fiscale en andere bepalingen.

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor het Onderwijs (voortzetting). — *Sprekers*: de heer J. Peetermans, mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Sondag, de heer Coens, minister van Onderwijs, de heer Bertouille, minister van Onderwijs, de heer Mouton, blz. 2890.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 42bis (nieuw): *Spreker*: mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 2899.

Bij artikel 49: *Spreker*: de heer Mouton, blz. 2902.

Bij artikel 60: *Spreker*: de heer Seeuws, de heer Coens, minister van Onderwijs, blz. 2904.

ONTWERP VAN WET (Indiening):

Bladzijde 2905.

De regering. — Ontwerp van wet betreffende de bouw en het gebruik van de eigenlijke infrastructuur van laad- en losinstallaties van waterwegen.

VOORSTELLEN VAN WET (Indiening):

Bladzijde 2905.

Mevrouw N. Maes. — Voorstel van wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers van 24 oktober 1967.

M. Van den Broeck. — Proposition de loi complétant l'article 3bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

De heer Van den Broeck. — Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 3bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 35 m.

PROJET DE LOI PORTANT DES MESURES FISCALES ET AUTRES

*Reprise de la discussion du rapport fait au nom
de la commission de l'Enseignement et de la Science*

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE EN ANDERE BEPALINGEN

*Hervatting van de bespreking van het verslag uitgebracht namens de
commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi portant des mesures fiscales et autres par la poursuite de l'examen du rapport fait au nom de la commission de l'Enseignement et de la Science au sujet des articles 42 à 61, initialement 60.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale en andere bepalingen en zetten de bespreking voort van het verslag uitgebracht namens de commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap betreffende de artikelen 42 tot 61, oorspronkelijk 60.

La parole est à M. Jules Peetermans.

M. J. Peetermans. — Monsieur le Président, le chapitre IV du projet contient un certain nombre de mesures à caractère technique dont l'objet est de simplifier, de préciser et d'améliorer le statut pécuniaire et administratif du personnel enseignant, scientifique et assimilé. Je ne m'attarderai pas à ces dispositions. Je ne m'étendrai pas davantage sur les articles 50, 52 et 53, me contentant de dire que je me réjouis de la valorisation de l'enseignement professionnel.

Je limiterai mon intervention à quelques points particuliers du projet, qui me paraissent plus discutables.

J'examinerai, en premier lieu, la question de la suppression de l'examen de maturité.

L'examen de maturité avait été instauré pour tenter d'éviter l'inscription dans les universités, d'étudiants ne réunissant pas les capacités requises pour s'engager avec quelque chance de succès dans la voie des études supérieures. L'expérience a révélé l'inefficacité du système. Le gouvernement souhaite donc y mettre fin. Dorénavant, il désire confier au conseil de classe ou au corps professoral le soin de délivrer le diplôme d'aptitude.

Il n'est pas nécessaire d'être devin pour prévoir que la nouvelle réglementation présentera autant d'inconvénients que la précédente.

Les établissements d'enseignement les plus soucieux de leur réputation se montreront sévères dans leur appréciation. D'autres, moins conscients de leurs responsabilités ou plus sensibles à la concurrence entre les écoles, adopteront une attitude laxiste. Finalement, il est à craindre que certains

éléments soient empêchés de poursuivre leurs études alors que d'autres, moins doués, s'en voient accorder la possibilité.

Si l'article 51 est adopté sans modification, les modalités d'octroi du diplôme d'aptitude devront être étudiées avec soin, en attendant une réforme plus fondamentale dont la nécessité apparaîtra à l'expérience, j'en suis convaincu.

Le problème du financement des internats a également retenu l'attention de nombreux intervenants, à juste titre, me semble-t-il.

Ainsi que l'a déclaré l'un de nos deux représentants à la Commission du Pacte scolaire, le FDF n'a pas d'objections de principe à formuler à l'égard du financement des internats subventionnés. Il constate cependant que la loi du 29 mai 1959, telle qu'elle a été modifiée, ne prévoit absolument pas ce financement.

Le projet du gouvernement donne, à cet égard, l'impression que nous vivons dans un pays prospère où la compression des dépenses est le cadet des soucis des dirigeants.

En effet, si l'on peut admettre la nécessité de préserver l'exercice du libre choix des parents, n'est-ce pas un gaspillage de maintenir ou de créer des internats appartenant à des réseaux différents, alors que la création d'internats pluralistes ou la transformation d'internats existants en internats pluralistes pourraient en constituer une solution moins onéreuse qui respecterait néanmoins les convictions philosophiques ou religieuses de chacun ? L'affirmation selon laquelle enseignement et éducation forment un tout, et tendant à faire croire que le respect du libre choix exclut le recours à des internats pluralistes, est un argument de riche, habitué à s'offrir des fantaisies coûteuses en puisant dans des réserves considérées comme inépuisables. Nous n'en sommes plus là et il est grand temps de songer à des pratiques moins dispendieuses.

Imagine-t-on vraiment que les parents qui se séparent de leurs enfants pour leur permettre de faire des études dans une institution publique ou privée seraient hostiles à la perspective d'un internat commun à plusieurs établissements ? Personnellement, je ne le crois pas, et j'estime, en outre, que la société n'a pas à supporter les frais d'exigences devenues déraisonnables à notre époque.

Peut-être une enquête auprès des intéressés nous révélerait-elle que les parents en cause ne souhaitent nullement une séparation des dortoirs et des réfectoires en fonction des orientations philosophiques ou religieuses de ceux qui les utilisent.

J'aborderai maintenant un fait qui a été moins souvent soulevé au cours du débat : l'enseignement de la seconde langue.

Il y a un contraste saisissant entre les largesses que le gouvernement propose d'accorder dans le domaine des internats et les restrictions draconiennes qu'il impose dans d'autres secteurs de l'enseignement.

Les dépenses nouvelles qu'entraîneront les mesures gouvernementales en faveur des internats libres ont été jusqu'ici refusées lorsqu'il s'agissait de prendre en charge les traitements des maîtres de seconde langue

dans les écoles primaires où l'enseignement de cette seconde langue est obligatoire.

J'ai déjà exposé à cette tribune l'intérêt évident qu'il y aurait à octroyer des subsides pour ce type d'emploi; ce serait à la fois conforme à l'équité et à l'efficacité. Si j'y reviens aujourd'hui, c'est évidemment parce que je persiste à croire que le problème doit être résolu. J'ai reçu, depuis ma dernière intervention, un appui non négligeable, celui de l'Union des villes et communes belges. En effet, dans un document daté du 14 mai dernier, relatif à la rationalisation et à l'application du capital-périodes, document qui a été adressé à M. le ministre Bertouille, l'Union des villes énumère une série de propositions, parmi lesquelles j'en relève une qui coïncide point pour point avec la thèse que je défends.

Elle préconise «d'organiser le cours de seconde langue en dehors du capital-périodes, là où il est obligatoire».

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Savez-vous combien cela coûterait?

M. J. Peetermans. — Presque un demi-milliard par an...

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Exactement!

M. J. Peetermans. — ... c'est-à-dire beaucoup moins que vos largesses en faveur des internats libres, et touchant un autre public, bien plus considérable, avec des conséquences incalculables, à mon sens, sur le plan de la connaissance de la seconde langue. A l'heure actuelle, de la façon dont cet enseignement est donné, quand il l'est, on ne peut pas dire que les résultats soient remarquables.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Vous dispensez de cinq heures de cours les instituteurs de ces classes, qui doivent normalement être capables de donner ces cours.

M. J. Peetermans. — Je les dispense de trois heures au degré moyen et de cinq au degré supérieur. Ces heures sont prises dans l'horaire type de 28 périodes prévu par l'Etat, ce qui veut dire que les enfants soumis obligatoirement au cours de seconde langue sont privés de trois heures ou de cinq heures dans les autres branches prévues au programme et sont par conséquent, de plus, privés injustement de leçons dont bénéficient leurs condisciples des régions unilingues.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Vous ne parvenez plus alors à leur donner 22 périodes, ce qui est le minimum indispensable pour qu'il soit à prestation complète.

M. J. Peetermans. — C'est parfaitement faisable. Il suffirait de suivre la proposition de l'Union des villes et d'organiser le cours de seconde langue en dehors du capital-périodes. A ce moment-là, les enfants auraient tous 28 périodes, par semaine, de cours généraux, inscrits au programme tant en Wallonie qu'en Flandre, et, en plus, trois ou cinq heures de néerlandais. Leur horaire total serait effectivement prolongé à 31 ou 33 périodes hebdomadaires.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Vous croyez donc qu'il faut augmenter l'horaire scolaire. J'en prends acte.

M. J. Peetermans. — Il faudrait, dans ce cas, manifestement augmenter le nombre de périodes de présence obligatoire des enfants à l'école, comme cela se pratique d'ailleurs dans les écoles de Wallonie ou de Flandre où le pouvoir organisateur a décidé, comme il en la faculté, d'organiser un cours de seconde langue. En Wallonie, ce cours est donné en supplément des heures normales de classe...

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Pour cinq heures par semaine?

M. J. Peetermans. — ...de sorte que, là aussi, les enfants vont à l'école pour 31 ou 32 leçons, pour autant d'heures que le pouvoir organisateur décide d'en organiser.

La proposition de l'Union des villes «implique un arrangement du temps de présence des élèves pour permettre aux titulaires de prêter leurs 22 heures minima», dit le texte auquel je me réfère.

J'ajouterai que cette prolongation de l'horaire hebdomadaire est indispensable pour permettre aux élèves de parcourir toutes les étapes du

programme dans d'aussi bonnes conditions que celles dont bénéficient les enfants des régions unilingues de Flandre ou de Wallonie.

Ce souhait émis par le secteur francophone de l'Union des villes et communes belges a été approuvé par la section néerlandophone du même organisme. Il ne risque donc pas de créer un différend de plus entre nos deux communautés. Au contraire, elles se sont accordées sur ce point, du moins au sein de l'Union des villes.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Je suis d'accord, moi aussi, mais je ne dispose pas du budget nécessaire.

M. J. Peetermans. — Je regrette que le projet de loi 873 ne prévoie rien dans ce domaine. On me répliquera que ce n'était pas son objet, mais, comme il s'agit d'un fourre-tout, rien n'empêchait d'y adjoindre un article supplémentaire.

Je sais, monsieur le ministre, que vous m'objecterez que des problèmes d'ordre budgétaire vous empêchent de réaliser cette réforme. Son incidence budgétaire, compte tenu de la dépense globale consentie par l'Etat pour l'Education nationale, est relativement modeste et l'intérêt des enfants, qui me paraît primordial, serait protégé par son adoption. J'estime que l'effort doit être fait.

J'en viens à parler du capital-périodes afin de ne pas allonger mon temps de parole.

Il est indispensable que ce système, dont je ne critique pas le principe, soit revu dans ses modalités. Ni l'enseignement de l'Etat ni l'enseignement communal, surtout dans les grandes agglomérations, n'y trouvent leur compte, à de rares exceptions près.

En présence du veto d'un des partis traditionnels signataires du Pacte scolaire, la décision prise par le gouvernement de passer outre et d'imposer ses vues unilatéralement est un nouveau signe inquiétant de la dégradation de nos mœurs politiques. De plus en plus, les accords gênants, les dispositions légales dérangeantes, les articles de la Constitution mêmes sont transgressés par les majorités successives sous prétexte d'efficacité, de pragmatisme, ou même sans la moindre tentative de justification. Tout cela est perçu plus ou moins confusément par les citoyens, qui finissent par se désintéresser de la politique ou par placer leurs espoirs dans les promesses fallacieuses des partisans d'un pouvoir fort.

Le seul pouvoir fort qui soit digne d'intérêt est celui qui se montre fortement soucieux de respecter les engagements pris et les règles du droit.

Ce sera ma conclusion. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

De Voorzitter — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, niet alleen is deze wet een samenraapsel van de meest uiteenlopende materies, maar zelfs het hoofdstuk over het onderwijs bevat vier totaal verschillende afdelingen. De eerste twee zal ik behandelen, daar collega Seeuws de andere twee heeft besproken.

In afdeling I wordt beoogd de bezoldigingsregeling van de personeelsleden tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan in overeenstemming te brengen met die van de personeelsleden tewerkgesteld in het onderwijs met volledig leerplan. Daartoe was een goede definitie nodig van het begrip «bijbetrekking». In artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 werd reeds die definitie gegeven door het artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs aan te vullen.

Dit artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 werd evenwel door het arrest van de Raad van State nr. 25094 van 4 maart 1985 vernietigd.

Volgens de memorie van toelichting van het ontwerp van wet dat we nu behandelen, werd dit artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 vernietigd «omdat het geen wettelijke basis vindt in de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning».

Als we het advies van de Raad van State erop nalezen — en dat is te vinden op pagina 103 van document 873 - (1984-1985) - nr. 1 —, constateren we dat in de memorie van toelichting de motivatie van de Raad van State onvolledig en dus fout is weergegeven. Immers, dit artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 werd vernietigd omdat ten

aanzien van de bepaling van een bijbetrekking, de syndicaten hadden moeten worden geraadpleegd, en wel omdat juist geen enkele wettige basis daartoe voorhanden was. Die vereiste syndicale raadpleging is echter ook nu niet gebeurd en toch wordt de definitie van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 63 herhaald. De syndicaten zijn nochtans voorstander van de harmonisering van de geldelijke statuten van het personeel van dag- en avondonderwijs, de sector Onderwijs bijvoorbeeld van de Algemene Centrale der openbare diensten. Deze laatste gaat echter niet helemaal akkoord met de wijze waarop dit zou geschieden. De vakbonden hadden dus zeker moeten worden geraadpleegd. Het lijkt me onverantwoord te ze negeren aangezien wijzigingen in het geldelijk statuut van het personeel worden ingevoerd. Daarbij moet worden nagekeken of die harmonisatie van de bezoldigingsregelingen, naast de voordelen die ze tot gevolg heeft, ook niet door gelijkgeschakeling, nadelig kan uitvallen voor de ene of andere categorie personeelsleden.

In deze wet worden een aantal genummerde, dus volmachtbesluiten, koninklijke besluiten, gedeeltelijk opgeheven of wordt hun opheffing, door middel van koninklijke besluiten, aangekondigd. Hierdoor is de toestand vrij onduidelijk, aangezien een volmachtbesluit niet anders dan bij wet kan worden gewijzigd. Een aantal eerder getroffen volmachtbesluiten betreffen echter materies die normaal door gewone koninklijke besluiten worden geregeld, onder andere de bezoldigingsregeling van het onderwijzend en het wetenschappelijk personeel, uitgezonderd het onderwijzend personeel van de universiteiten. Voor die materies bestaan dus vroegere koninklijke besluiten en volmachtbesluiten, waarvan slechts een deel door deze wet worden gewijzigd of die door de Koning kunnen worden opgeheven.

Waarom niet de zaken vereenvoudigd en meteen alle, en niet alleen de in artikel 44 genoemde genummerde koninklijke besluiten, maar alle genummerde koninklijke besluiten die materies betreffen die door gewone koninklijke besluiten kunnen worden geregeld, voortaan door gewone koninklijke besluiten laten opheffen of wijzigen? Dat is gewoon een zaak van gezond verstand. We hebben dan ook een amendement in die zin ingediend, namelijk door het invoegen van een artikel 42bis dienaangaande. Fractionaire verbeteringen aanbrengen zoals wordt voorgesteld, is geen goed wetgevend werk. Praktisch gezien, betekent gecompliceerdheid tijd- en energieverlies. Vereenvoudigingen in zo'n complexe materie als deze kunnen alleen maar welkom zijn.

Maar het is blijkbaar niet de bedoeling van de regering goed en efficiënt wetgevend werk te doen. Het feit dat hier zoveel genummerde koninklijke besluiten moeten worden verbeterd of afgeschaft, wijst erop dat ze overhaast te werk is gegaan. In de memorie van toelichting heeft ze immers bekend dat onrechtvaardigheden werden begaan; in de commissie sprak de minister over de verwarring die kon ontstaan bij de interpretatie van het koninklijk besluit nr. 169 en die wordt opgevangen in artikel 48. Artikel 47 moest er ook komen tengevolge van het slordige en overhaaste legistische werk van de regering. In de commissie verklaarde minister Coens trouwens dat «de genummerde koninklijke besluiten werden getroffen om vlug» — dit is zonder overlegprocedures — «de doelstellingen van de regering in verband met de cumulatie te bereiken». «Haast en spoed is zelden goed» luidt het Vlaamse spreekwoord. Bij wetgevend werk moet inderdaad alles gewikt en gewogen worden ten einde te vermijden, reeds na korte tijd verbeteringen te moeten aanbrengen. Tot daar wat afdeling I betreft.

In afdeling II worden, ondanks de gemeenschappelijke titel, toch verschillende zaken behandeld, enerzijds de herwaardering van het beroepsonderwijs, anderzijds de afschaffing van het maturiteitsexamen.

Vóór de invoering van het maturiteitsexamen, bij de wet van 8 juni 1964, bestond maar één getuigenschrift dat op het einde van het hoger secundair onderwijs werd afgeleverd als bewijs dat de leerling dit onderwijs met goed gevolg had doorlopen. Dit diploma was echter geen waarborg dat men het hoger onderwijs aankon. De humaniora zijn tegelijkertijd minder en meer dan een voorbereiding tot de universiteit. Vandaar dat de behoefte ontstond aan een dubbele proef, zodat het maturiteitsexamen werd ingevoerd.

De bedoeling ervan was het beoordelingsvermogen van de examinandi evenals het peil van hun algemene ontwikkeling na te gaan, de zin voor synthese en analyse te evalueren alsook de precisie van de gedachte en van de expressie ervan te toetsen. Het kwam dus niet zozeer op kennis aan dan wel op een bepaald verstandelijk niveau. Het doel werd echter onvoldoende bereikt, zodat men begon te twijfelen aan het nut van het maturiteitsexamen. Als belangrijkste redenen, waarom de verwachtingen niet werden ingelost, kunnen worden vermeld:

1. In de praktijk was het onderscheid tussen het eindexamen secundair onderwijs en het maturiteitsexamen vaak onbeduidend en was het de

taak van de examencommissie te oordelen over de bekwaamheid van de toekomstige student;

2. De ondoelmatige voorlichting, zodat het personeel van het secundair onderwijs onvoldoende inzicht verkreeg in de gestelde doeleinden en in de passende middelen om die te bereiken;

3. Het gebrek aan verantwoordelijkheidszin bij bepaalde leerkrachten en instellingshoofden om de toegang tot het hoger onderwijs aan sommige leerlingen te weigeren;

4. De concurrentiegeest tussen de verschillende scholen.

Thans wordt voorgesteld dit maturiteitsexamen af te schaffen en aan de klasseraad of het lerarenkorps de bevoegdheid te geven om aan de leerlingen het bekwaamheidsdiploma toe te kennen dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

In de memorie van toelichting wordt geargumenteerd dat het inrichtingshoofd en de leraars de gelegenheid hebben gehad de leerlingen gedurende ten minste één schooljaar te volgen en te evalueren en dus het best geplaatst zijn om over hun bekwaamheid te oordelen. Hoewel we ook van oordeel zijn dat de maturiteitsproef moet worden afgeschaft, menen we dat de nieuwe formule zeker niet de ideale is. De daarnet opgesomde redenen van het falen van het maturiteitsexamen gelden a fortiori hier.

Leraars zullen niet graag erkennen dat hun leerlingen niet voldoende voorbereid zijn op hoger onderwijs en zelfs indien zij niets geven om hun eigen faam of de faam van de school, zullen ze moeilijk een objectief oordeel kunnen vellen; het zou immers kunnen dat ze — zelfs onbewust — beïnvloed worden door hun sympathie of antipathie ten aanzien van een leerling of door de uitslagen van de leerlingen in hun eigen vak.

Ook weten wij niet welke de modaliteiten zullen zijn van die toekenning van het bekwaamheidsdiploma. Het is immers de Koning die ze zal bepalen. De wetgever moet hier dus zijn bevoegdheid ter zake afstaan. Nochtans is het bij een dergelijke aangelegenheid noodzakelijk maximaal te weten wat de betrokkenen ervan denken, te weten, de leerlingen, de leraars, de inrichtingshoofden, de hoogleraren, de rectoren en de ouders. Het is niet vanuit kabinetten dat men die allemaal makkelijk kan bereiken. De vele parlementsleden kunnen beter contacten leggen en informatie inwinnen.

Het verwonderde ons trouwens dat de rectoren van de universiteiten niet werden geraadpleegd alvorens te beslissen op grond waarvan het bekwaamheidsdiploma kan worden toegekend. We hopen dat dit wel zal gebeuren als naar een definitieve oplossing wordt gezocht en hopen tevens dat die vlug zal worden uitgedokterd. Het al of niet verlenen van het bekwaamheidsdiploma houdt een grote verantwoordelijkheid in. Gebeurt de beoordeling niet beter op de universiteit zelf, in het domein dat door de jonge student werd gekozen? Wat er ook van zij, de nu voorgestelde beoordelingswijze is niet de goede of volstaat zeker niet.

De enige band tussen de twee onderdelen van afdeling II is juist een negatieve band, namelijk dat, hoewel men het wil bevorderen, het beroepssecundair onderwijs geen toegang kan verlenen tot het hoger onderwijs, zelfs niet na een zevende leerjaar. Dat betreuren we ten eerste, want, hoewel wij er ons ook van bewust zijn dat de leerlingen uit het beroepsonderwijs niet veel belangstelling zouden hebben voor hoger onderwijs en dat hun studie hen hierop slecht zouden voorbereiden, toch zou de mogelijkheid moeten openstaan. Men zal repliceren dat de geïnteresseerden altijd voor de centrale examencommissie de bekwaamheidsproef kunnen afleggen, maar dat is een handicap meer voor de jonge mensen, die daartoe niet de goede voorbereiding hebben en onder wie sommige uit milieus komen die het hun moeilijk maken.

Zoveel meer studenten zouden er trouwens niet zijn, indien ook leerlingen na zeven jaar beroepsonderwijs tot het hoger onderwijs zouden worden toegelaten; maar voor de weinigen die dat wel zouden wensen, is het een discriminatie ze uit te sluiten. Het hier voorgestelde systeem, namelijk door de klasseraad over de bekwaamheid te laten oordelen in het geval van beroepsonderwijs, zal niet volstaan. Maar als een ernstig en objectief beoordelingssysteem wordt ingevoerd, zien wij niet in waarom niet een ieder die een diploma van hoger secundair onderwijs heeft, geen hogere studie zou mogen volbrengen.

In de commissie hebben de SP-leden ofwel voor deze reeks artikelen in afdeling I en in afdeling II gestemd, ofwel zich onthouden. Dat betekent dat we geen fundamentele bezwaren ertegen hadden. Maar u weet dat in deze bonte wet andere bepalingen voorkomen waar we helemaal niet mee akkoord kunnen gaan. Dat betekent dat we dit wetsontwerp in zijn geheel zullen verwerpen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, les articles 54 à 58 du projet de loi que nous examinons traitent du financement des internats de l'enseignement subventionné, libre et officiel.

Je veux rappeler, comme cela a d'ailleurs été fait en commission, que le financement des internats n'a jamais été, jusqu'à ce jour, une matière relevant du Pacte scolaire. Cette question n'a pas été posée en 1959. Elle ne l'a pas davantage été en 1973.

Cela étant, je crois pouvoir affirmer que l'objectif fondamental du Pacte scolaire est de supprimer toute discrimination entre les réseaux afin de garantir la liberté de choix des parents.

Au nom du libre choix qui, jusqu'à ce jour à tout le moins, unit les différentes familles politiques qui sont parties prenantes du Pacte, peut-on laisser se créer des situations qui ont pour effet que seuls des parents fortunés disposent encore d'une véritable liberté de choix ?

Incontestablement, en effet, au-delà du choix imposé par des raisons d'ordre géographique et des difficultés découlant de la déficience des transports en commun, ce qui est particulièrement vrai dans les régions rurales, il peut y avoir aussi un choix éducatif et pédagogique à faire appel à l'internat.

De toute façon, ce dernier n'est pas seulement un lieu d'hébergement; c'est aussi un cadre pour la formation globale de l'enfant. C'est, enfin, un recours pour les parents dont les activités professionnelles ou la situation familiale ne permettent pas une prise en charge quotidienne de l'éducation de leurs enfants.

Refuser aux parents le choix de l'internat, c'est amputer le libre choix voulu par le Pacte scolaire, c'est en altérer la portée.

Ce gouvernement ne l'a pas voulu, pas plus que le précédent d'ailleurs auquel participait le Parti socialiste et qui avait reconnu la nécessité d'intervenir en faveur des internats de l'enseignement libre en leur accordant le bénéfice du système des cadres spéciaux temporaires.

Ce que le gouvernement précédent a entamé, le gouvernement actuel le poursuit en remplaçant une formule précaire par une solution légale qui rend organiques les aides justifiées.

En proposant les dispositions contenues dans le projet 873, le gouvernement ne crée aucune inégalité, au contraire, il entreprend de mettre fin à une discrimination puisque, jusqu'à ce jour, le montant moyen demandé aux parents est plus élevé dans les internats libres que dans les internats de l'Etat: 42 000 francs dans l'enseignement secondaire et supérieur autre qu'universitaire pour les internats de l'Etat; 60 000 francs en moyenne pour les internats libres subventionnés, et ce pour l'année scolaire en cours, du moins dans la région francophone.

Dans cet aspect de la problématique scolaire, comme dans d'autres d'ailleurs, on ne peut fractionner les problèmes pour mettre en évidence ici des efforts d'égalité et, là, des déséquilibres en fonction des sympathies qu'on a pour l'un ou l'autre réseau.

Le système du capital-périodes, pris isolément, semble favoriser l'enseignement libre, mais, par comparaison avec le système en vigueur précédemment, il rétablit un déséquilibre jusqu'alors préjudiciable à l'enseignement libre et, surtout, il reflète fidèlement l'attractivité des réseaux. On ne peut créer artificiellement des emplois dans un réseau qui perd des élèves. On ne peut davantage bloquer les emplois dans un réseau qui augmente sa population scolaire.

De même, le financement des internats de l'enseignement libre ne pouvait plus être repoussé sous prétexte que les internats de l'enseignement officiel ne connaissent pas le même succès auprès des parents.

Je voudrais, pour en terminer sur cet aspect de la question, souligner que, si le PSC se réjouit des dispositions reprises dans le projet, il considère cependant qu'il s'agit là d'une étape vers un objectif qui ne reçoit qu'un début de réalisation.

J'en viens au problème posé par le vote de ces dispositions au regard de la paix scolaire.

En dehors de tout esprit polémique, je veux observer que les socialistes au pouvoir acceptent de prendre en considération les problèmes qui se posent aux internats de l'enseignement libre et que ces socialistes, une fois dans l'opposition, refusent toute solution pour ces mêmes internats. Comment interpréter leur attitude autrement que par la stricte opportunité politique qui les amène à retrouver, dans l'opposition, une intransigeance et une intolérance fort éloignées de l'esprit du Pacte scolaire ?

M. Secuws. — Ce que vous dites est absolument faux !

M. Sondag. — C'est exact et les déclarations le confirment d'une façon absolue.

Il est trop facile de s'indigner parce qu'on passe outre l'absence d'accord au sein de la Commission du Pacte scolaire alors que depuis huit mois, on bloque les travaux de cette commission.

Le gouvernement a voulu, à de nombreuses reprises, créer les conditions du consensus au sein de la Commission du Pacte. Mais peut-il y avoir consensus lorsque, d'emblée, une des parties a décidé de faire de cette Commission un moyen de paralysie du gouvernement ?

Il est vrai que cette constatation se vérifie davantage au niveau du Parti socialiste qu'à celui du SP ainsi, que l'a souligné tout à l'heure M. Wyninckx. Dès lors qu'il ne s'agit plus de veiller au libre choix des parents et à la paix scolaire, mais bien d'introduire des techniques d'opposition à un gouvernement dont on ne fait pas partie, il est du devoir de ce gouvernement de constater que le souci du bien commun n'est plus la préoccupation première et de passer outre.

Cela étant, nous devons espérer — et le PSC espère — que les partis socialistes reverront leur attitude, qu'ils mettront fin à un blocage stérile de la Commission du Pacte et que celle-ci pourra reprendre ses travaux, étant redevenue ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire le lieu privilégié de la recherche du consensus en dehors de toute considération de participation ou non à l'exercice du pouvoir.

De même, le PSC invite le gouvernement à de nouveaux efforts pour trouver les voies du dialogue au sein de la Commission du Pacte.

Le PSC veut la justice: c'est pourquoi il votera ce projet de loi. Mais il est respectueux de toutes les libertés et c'est ce qui le pousse à réclamer le retour au dialogue. Il prendra incessamment des initiatives à cet effet. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, het hoofdstuk betreffende het onderwijs in het ontwerp van wet houdende fiscale en andere bepalingen, bevat heel belangrijke punten inzake de onderwijswetgeving. Dit werd door alle sprekers zowel in de commissie als in de openbare vergadering toegegeven. Ik zal niet verder ingaan op de bepalingen die in dit ontwerp zijn vervat. De uiteenzettingen van de rapporteur en de senatoren waren voldoende duidelijk. Zeer belangrijk in dit ontwerp is de cumulatierегeling, waardoor de leerkrachten de mogelijkheid hebben om een voltijdse betrekking te putten uit het dagonderwijs enerzijds en het avondonderwijs anderzijds. Ook belangrijk is de valorisatie van het beroepsonderwijs, waardoor mensen die het lager secundair of hoger secundair beroepsonderwijs hebben gevolgd, een gehomologeerd getuigschrift kunnen bekomen en aldus sterker staan op de arbeidsmarkt en, in tegenstelling tot de beweringen van mevrouw De Pauw, toegang verwerven tot het hoger onderwijs van het korte type. Ik zal later aantonen om welke sociale redenen zij geen toegang hebben tot het hoger onderwijs van het lange type of tot de universiteiten.

De aanpassing van het maturiteitsexamen beantwoordt aan een bestaande behoefte. Sinds lang reeds erkent men dat het huidige systeem niet de nodige voldoening geeft. Wij hebben derhalve een overgangssysteem uitgewerkt dat een serieuze verbetering inhoudt.

De tegemoetkoming voor internaten verbonden aan gesubsidieerde onderwijsinstellingen, zowel gemeentelijke, provinciale als vrije instellingen, is een kwestie van leefbaarheid. In onderwijskringen en in de brede publieke opinie wordt deze maatregel als noodzakelijk beschouwd. Er verandert niets aan de regeling met betrekking tot de rijksinternaten, waarvoor de kosten integraal worden gedragen door het Rijk, de bijdragen van de ouders uitgezonderd. De Staat besteedt ongeveer 20 000 frank per intern in de vrije internaten en 100 000 frank netto per intern in de rijksinternaten. Ik wilde even duidelijkheid brengen in deze kwestie.

Er werd ook een serieuze inlevering gevraagd aan het gesubsidieerd onderwijs inzake de werkingstoelagen. Wij zijn hier nog ver van het evenwicht dat in de Schoolpactwetgeving werd vooropgesteld, namelijk 4 frank voor het rijksonderwijs en 3 frank voor het gesubsidieerd onderwijs. Op het ogenblik is de verhouding 8,5 frank voor het rijksonderwijs en 3 frank voor het gesubsidieerd onderwijs. Ik begrijp dus niet dat sommigen spreken over onevenwichten en over discriminatie van het rijksonderwijs. Wij zijn ter zake zeer ver uit elkaar gegroeid. Er zijn hier tot mijn spijt onoverbrugbare tegenstellingen.

De cijfers, die ik gegeven heb in de commissie en die opgenomen zijn in het verslag, liegen er niet om. Zij zijn zeer duidelijk. De waarheid wordt hier geweld aangedaan telkens wanneer de zaken worden omgedraaid. Indien er sprake is van discriminatie, dan zou ik wel eens willen weten in welk opzicht er wordt gediscrimineerd.

De heer Seeuws. — De Grondwet bepaalt dat de Staat verantwoordelijk is voor het inrichten van het rijksonderwijs. De andere onderwijsinstellingen kunnen ook worden gediscrimineerd.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — De behoeften zijn oneindig.

De heer Wyninckx. — Het gaat hier niet over behoeften, maar over de Grondwet.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — De behoeften, ik herhaal het, zijn oneindig.

De heer Wyninckx. — En zeker voor u.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Vóór mij waren de behoeften inderdaad oneindig. Men heeft vroeger alle mogelijke en onmogelijke behoeften voldaan. De rekening was dan ook zwaar en het is die rekening die wij tot redelijke proporties willen brengen. Er is dus nog een hele weg af te leggen. De opvattingen van de socialistische partijen, mijnheer Wyninckx, zijn onverzoenbaar met die van de meerderheid in dit Parlement en met die van de regering. Wij hebben het evenwicht tussen de niveaus hersteld en het basisonderwijs dat ondergewaardeerd was — ook een structureel kenmerk uit de vorige periode — in eer en recht hersteld. Dit is toch belangrijk, want het basisonderwijs is het fundament van ons onderwijsbestel.

Nu zal ik meer in detail ingaan op de verschillende uiteenzettingen, om te beginnen met die van de heren Wyninckx en Seeuws die het hadden over de schoolvrede, de Schoolpactcommissie en de maatregelen genomen met betrekking tot de internaten. Ik heb nu ook ervaring met de Schoolpactcommissie, omdat de ministers van Onderwijs de eer en het genoegen hebben die commissie voor te zitten. Wanneer ik de activiteiten van deze commissie overschouw, dan zeg ik dat wij daar heel veel zaken hebben kunnen realiseren. Het is goed ze even op een rijtje te zetten.

Om te beginnen, en dit had men sinds 1959 moeten doen, is er de verlenging van de leerplicht. Het was niet eenvoudig dit te realiseren, maar de wet van 29 juni 1983 betreffende de verlenging van de leerplicht is in heel het onderwijsbestel sociaal gezien de absolute prioriteit. Vervolgens denk ik ook aan de rationalisatie en programmering van het secundair onderwijs, de gelijke toegangskansen voor jongens en meisjes tot alle vormen van beroepsopleiding, de rationalisatie en programmering van het basisonderwijs, de Hoge Raad van het pluralistisch onderwijs, de wet op het leerlingenvervoer en nog vele andere zaken die reeds waren ingeschreven in de Schoolpactwetten van 1959 en 1973.

Jammer genoeg heeft men in die periode tot 1981 niet veel gedaan op dit terrein. Sinds 1982 zijn er niettegenstaande moeizame besprekingen heel wat zaken tot stand gebracht. Degenen die beweren dat wij de Schoolpactcommissie niet hebben geraadpleegd en niet hebben laten werken, moeten zich toch nauwkeuriger laten informeren over de activiteit die daar werd ontwikkeld. Ik vind het allemaal positief.

Wanneer is er dan verandering gekomen? Na de eerste toepassing van het lestijdenpakket in het basisonderwijs in september-oktober 1984 kregen enkele partijen blijkbaar berouw over het unaniem akkoord dat in juli 1984 tot stand was gekomen. In het lestijdenpakket zijn de pedagogische mogelijkheden, de lestijden dus, volstrekt evenredig met het aantal leerlingen. Ieder kind, welke school zijn ouders ook voor hem gekozen hebben, verdient een gelijke zorg vanwege de overheid. Dat is een correcte benadering. Sommige partijen vonden dit blijkbaar onaanvaardbaar en daarom is sinds september 1984 de werking van de Schoolpactcommissie verlamd. Een aantal dossiers blijven dan ook geblokkeerd. Ik som ze even op: de rationalisatie en programmering van het buitengewoon onderwijs, van het hoger onderwijs van het korte type, van het onderwijs voor sociale promotie. In al die domeinen moet de dynamiek weer ontstaan door systemen van rationalisatie en programmering. Ik vind het eigenlijk doodjammer dat wij in al deze sectoren tot op heden geen vooruitgang hebben kunnen boeken.

Ik verberg niet dat ik alles zal doen wat ik kan om ook het koninklijk besluit over de rationalisatie en programmering van het buitengewoon onderwijs te bekomen. Zoals steeds zal ik mijn verantwoordelijkheid ter

zake opnemen. Ik vind het misdadig dat wij die kinderen — dat geldt ook voor het hoger onderwijs en het onderwijs sociale promotie — de noodzakelijke deelneming aan onderwijsvoorzieningen zouden ontzeggen om puur politieke redenen.

Wij zullen ook alles doen wat wij kunnen om het statuut van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs te realiseren overeenkomstig de bepalingen van 1973. Wij hebben de consultaties met de inrichtende machten en met de vakbonden ingezet. Wij hopen dat wij dat koninklijk besluit zullen kunnen uitvaardigen.

Eigenlijk zouden wij er ook nog in staat moeten toe zijn de sector van de PMS-centra volledig te betrekken in de Schoolpactbeschikkingen. Daartoe is een beperkt ontwerp tot aanpassing van de wetgeving van 1973 en van 1975 nodig. Ook daarmee zijn wij klaar.

Aan het Parlement, het hoogste democratisch orgaan in ons land, stel ik de vraag als volgt: Laat u toe dat de normale werking van onze democratische instellingen zou worden verlamd, dat wij als verkozenen van het volk niet kunnen of niet mogen doen wat wij moeten doen omdat een partij of een paar partijen zeggen en schrijven «dat zij geen realisaties in de Schoolpactmateries meer zullen toelaten zolang het onderwijs niet is gecommunautariseerd»? Dit zegde PS-voorzitter Spietels bij de viering van 25 jaar Schoolpact.

Dit betekent dat eigenlijk geen ernstig werk meer mogelijk is zolang de communautarisering er niet is. U weet dat ook wij voorstander zijn van de communautarisering, maar dat moet ons niet beletten nu te doen wat kan en moet worden gedaan.

Er is nog meer. Er wordt zelfs gezegd dat de Schoolpactcommissie een fameus systeem vormt tot blokkering, om niets meer te doen, en dat het ook als zodanig moet worden gebruikt. Ik citeer nu uit een brief van een algemeen gekend kamerlid: «Une parade très efficace: le blocage des travaux à la Commission du Pacte scolaire». Dit schreef PS-kamerlid Ylief, woordvoerder van de PS in de Schoolpactcommissie, in een brief gericht aan zijn kameraden in vrij niet-confessioneel onderwijs.

Ik vind dat alles zeer betreurenswaardig. Dit getuigt van een fundamenteel andere opvatting over de benadering van het onderwijs.

Wij gaan ervan uit dat een ieder recht heeft op volwaardig onderwijs en dat de overheid daarbij een gelijkwaardige zorg aan de dag moet leggen, met respect voor een aantal objectieve verschillen, maar voor de rest ieder kind, iedere ouder, iedere leerkracht en iedere school gelijke rechten moet geven.

De heer Seeuws. — Wij hebben daar andere opvattingen over.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer Seeuws, ik weet dat u daar andere opvattingen over hebt, maar ik zal mij nooit kunnen verzoenen met uw opvatting ter zake.

De heer Seeuws. — Het gaat er niet om dat u zich met onze opvattingen kunt verzoenen. U gaat niet akkoord over gelijkwaardige voorwaarden.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik heb gesproken van objectieve verschillen.

De heer Seeuws. — Zult u ook de statuten van het onderwijzend personeel gelijkmaken?

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Wij zullen dat zo gelijkwaardig mogelijk doen, zoals voorzien in artikel 12bis van Schoolpactwet.

De heer Seeuws. — Zullen er ook gelijkwaardige voorwaarden komen inzake controle op de boekhouding? Dat is de lat gelijk leggen.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Maar niet op de manier die u voorstelt in uw amendement. U hebt het over de lat gelijk leggen. Wat u voorstelt is werkelijk een miskenning van de meest elementaire termen van het begrip «gelijk». Men mag niet uitgaan van een ongelijke situatie en dan zeggen dat gelijke groei zal worden verzekerd. Voor ons is dat totaal onaanvaardbaar. Wij zullen het bevroren van een ongelijkheid nooit aanvaarden.

Dat zal de samenwerking tussen uw partij en de onze ook zwaar hypothekeken.

De heer Seeuws. — Dat is wat u zoekt.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik stel alleen vast.

Ik kan zelfs nog meer zeggen. Mijn voorganger, nu magistraat, lid van het Arbitragehof, poneert dezelfde opvattingen als u. Ik vind dat nogal een krasse uitspraak voor iemand die nu zo'n verantwoordelijkheid heeft. Ik kan u de teksten bezorgen.

Ik ben bezorgd over de houding en de uitspraken van de socialistische partijen in deze materie en niet alleen van de PS, ook van de SP.

De heer Seeuws. — Mijnheer de minister, ik stel vast dat u niet op mijn vraag antwoordt.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Toch wel, ik zeg dat wij overeenkomstig de wet, gelijkwaardigheid zullen nastreven maar wij zullen ons niet langer laten afleiden door de sabotage die u al zo lang voert. Wij streven naar gelijkheid en rechtvaardigheid.

De heer Seeuws. — Dat is geen antwoord.

De heer Wyninckx. — U betwist het recht van iemand die zich hier niet kan verdedigen, om zijn ideeën uiteen te zetten.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Kunt u het dan goedkeuren dat een magistraat van het Arbitragehof zich in het openbaar uitspreekt tegen het onderwijsbeleid waar hij straks, in hoofde van zijn functie, gevat kan worden te oordelen over wetten en decreten in deze?

De heer Wyninckx. — Die magistraat heeft zich niet uitgesproken tegen uw beleid maar heeft wel gepleit voor een ander beleid. Dit is een andere benadering. Het ontsiert u dat u die persoon, die zich hier niet kan verdedigen, in het gedrang brengt.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik citeer hier enkel wat in *Het Laatste Nieuws* deze week is verschenen omtrent zeer duidelijke verklaringen door die persoon in kwestie te Oostende afgelegd. Ik vind het heel kras dat een magistraat van het Arbitragehof zich daartoe leent.

De heer Wyninckx. — Ik vind het kras dat u iemand die nog in deze vergadering zitting heeft gehad, hier in diskrediet wil brengen.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Dat laat ik in het midden. Ik heb dat hier bewust willen vermelden.

De heer Wyninckx. — Dat tekent uw beleid.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik neem mijn verantwoordelijkheid zoals het hoort.

Ik moet collega De Bondt feliciteren voor zijn merkwaardig betoog ter verdediging van de subsidiëring van de vrije internaten. Ik hoop dat het de weerklink krijgt die het verdient. De heer De Bondt heeft zeer duidelijk de oorsprong van de beschikkingen van 1958 en de huidige situatie toegelicht. Ik waardeer dat ten zeerste en ik meen dat ik dat hier niet moet herhalen.

Ik moet de heer De Bondt ook antwoorden op een aantal opmerkingen die hij heeft geformuleerd. Het wetsvoorstel-Moors-Swaelen wordt in de Kamercommissie besproken en wij zullen alles in het werk stellen om dit parlementair initiatief nog tijdens deze legislatuur tot een goed einde te brengen. Wij hebben daaraan reeds heel wat vergaderingen en opzoekingswerk gewijd en wij zullen daarmee verder gaan.

Wat het oorspronkelijk wetsvoorstel-De Bondt betreft, dat zowel in Kamer als in Senaat werd aangenomen, heb ik, van zodra ik daarvan op de hoogte was, laten onderzoeken waarom het niet werd gepubliceerd. Ik pleit hier schuldig. Ik moet bekennen dat ik hier ben te kort geschoten en ik verbind me ertoe het nog deze maand te publiceren. Uit het opzoekingswerk dat mijn kabinet vlug heeft uitgevoerd, blijkt dat de fout niet bij ons ligt maar dat doet er niet toe.

De heer Wyninckx. — Waar zou de fout dan wel kunnen liggen, mijnheer de minister?

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Wel, er zijn verschillende fasen die moeten worden doorlopen. Er zijn twee ministers van Onderwijs en de minister van Justitie beschikt over 's lands zegel voor de publicatie van dit voorstel dat intussen wet is geworden. Het zal echter hoe dan ook nog deze maand worden gepubliceerd. Ik weet niet precies

hoeveel wetten en genummerde besluiten wij hebben gepubliceerd maar dit is bij mijn weten het enige dat niet werd gepubliceerd, ik herhaal, om oorzaken die wij niet kennen. Ik verzeker u nogmaals dat de publicatie zo vlug mogelijk zal gebeuren en dat wij verder zullen zoeken naar de oorzaak van het uitblijven ervan. De Voorzitter sprak daarstraks van een hele lijst van wetten die nog niet zouden zijn gepubliceerd. Wat ons departement betreft, is dit voor zover ik weet het enige en men kan toch niet beweren dat wij weinig wetten hebben uitgevaardigd in de loop van deze legislatuur. Maar zelfs indien er slechts één wet op honderd niet zou gepubliceerd zijn, is dat nog één te veel.

Ik meen dat ik op die manier voldoende heb geantwoord op de vragen van de heer De Bondt. Hij heeft nog één belangrijke zaak signaleerd, namelijk de studie met betrekking tot de kosten in het onderwijs. Wij kunnen daarmee ten volle instemmen en hebben de regering voorgesteld die alvast aan te vatten wat betreft de bouwbehoeften. Mijn collega en ikzelf hebben dienaangaande een voorstel aan de regering voorgelegd. Wij wensen hetzelfde te doen in verband met het geheel van de kosten van onderwijs. Ik kan u verzekeren dat wij dienaangaande ook reeds met de universiteiten contact hebben opgenomen. Blijkbaar is daar enige huiver of angst voor het moeilijke karakter van het opzoekingswerk. Wij hopen het te kunnen realiseren via een interuniversitaire samenwerking op ministerieel initiatief en wel zo vlug mogelijk.

Ook mevrouw Maes wens ik te feliciteren met haar uiteenzetting en ik zal een antwoord geven op de vragen die zij heeft geformuleerd. Eén hiervan was: hoe ziet de regering verder het beroep op de Schoolpactcommissie?

Welnu, wij staan daar helemaal niet afzijdig tegenover en wensen met nieuwe initiatieven terug naar de Schoolpactcommissie te gaan. Wij hebben moeten vaststellen dat er een blokkering is ontstaan sinds het invoeren van het lestijdenpakket. Ingevolge deze constatering heb ik bedenkingen over een pact op communautaire basis. Als wij dezelfde feiten in Vlaanderen, respectievelijk in Wallonië, zouden onderkennen, dan hebben wij niet veel opgelost met betrekking tot de schoolvrede. Ikzelf zie veel meer heil in de bepalingen van de Grondwet, zowel artikel 17 als artikel 59bis, en het constitutioneel hof dat vanuit het Arbitragehof zal kunnen waken over de wetten en decreten die worden uitgevaardigd.

Grondwettelijke waarborgen lijken mij belangrijker dan die vanuit de partijen die blijkbaar niet in termen van het zoeken naar een overeenkomst overleg plegen, maar zich als oppositiepartij opstellen. Dit geldt in elk geval voor de socialistische partijen.

De heer Van In. — Geldt dit ook voor de Cultuurpactcommissie?

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Ik heb daarover geen enkele bevoegdheid. Ik hou het bij mijn ervaringen met betrekking tot de Schoolpactcommissie.

De heer Seeuws. — Mijnheer de minister, kan die knoop niet worden ontward? Er moet echt iets zijn dat niet klopt.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Het lestijdenpakket is de onmiddellijke aanleiding geweest. Men heeft eerst de goedkeuring gegeven en nadien vastgesteld dat de gelijkgerechtigdheid verschillende effecten zou hebben. Men vond dat dit niet kon. Waarom is een systeem dat gelijkgerechtigdheid brengt niet mogelijk?

De heer Wyninckx. — Hoe kan men een knoop die men bewust heeft gemaakt ontwarren?

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Wij hebben in de Schoolpactcommissie goed werk geleverd tot op het ogenblik dat wij een systeem hebben ingevoerd waarvan ik blijf volhouden dat het rechtvaardig is en verantwoord, namelijk dit van de gelijkgerechtigdheid. Ik wens daarop niet terug te komen. Anderen stellen dat als voorwaarde. Wij hebben nochtans verschillende toegevingen gedaan, zowel wat betreft de toevoeging van stagiairs als, voor het rijksonderwijs, het toekennen van terwerkgestelde werklozen. Dit alles baat blijkbaar niet omdat men dit als instrument wil gebruiken voor een blokkering van het regeringsbeleid. Ik heb in dit verband een uitspraak geciteerd van de heer Ylief van de PS.

Aan mevrouw Maes kan ik antwoorden dat de financiering van het rijksonderwijs moet gebeuren op de manier die ik heb uiteengezet. Ik ben ook voorstander van meer autonomie. Die eigen raad is een goede zaak maar ik zou niet graag zien dat dit leidt tot politisering. Ook dit is wellicht een van de zaken die wij moeten proberen op te lossen. Op dat

ogenblik wordt overleg gepleegd zowel tussen de Vlaamse partijen als tussen de Franstalige partijen want nationale besluitvorming ter zake is noodzakelijk.

Wat de financiering van het gesubsidieerd onderwijs betreft, onderschrijft mevrouw Maes de 4-3-verhouding. Dit is een belangrijke vaststelling. Zij meende daaraan te moeten verbinden dat door het niet-realiseren van de 4-3-verhouding maar wel van de 8,5-3-verhouding op het ogenblik, de lasten van de ouders in het gesubsidieerd onderwijs te groot zijn.

Zij pleit voor het tot-stand-komen van een statuut voor de leerkrachten van het gesubsidieerd onderwijs. Zoals ik daarnet heb gezegd, zijn wij daarmee bezig.

Internaten worden beschouwd als instellingen wier leefbaarheid moet worden ondersteund. Ik onderschrijf haar zorg voor het niet-elitair karakter van de internaten voor zover zij een beroep doen op subsidies van overheidswege.

Mevrouw Maes geeft de voorkeur aan een nationaal examen ter vervanging van het maturiteitsexamen. Dit probleem is nog niet rijp om in deze termen te worden opgelost. Wij meenden er goed aan te doen het maturiteitsexamen, zoals het was, af te schaffen en te vervangen door een evaluatie door de leerkrachten, die ongetwijfeld goed geplaast zijn om de leerlingen te beoordelen.

Mevrouw De Pauw wou ik doen opmerken dat een aantal zaken niet geregeld zijn in het verleden, ook niet door mijn voorgangers, zoals de cumulaties. Wij hebben daar werk van gemaakt maar dit is niet altijd even sympathiek overgekomen, vooral niet bij hen die als gevolg van de decumulatiemaatregelen moeten inleveren. Wij hebben echter gemeend deze regeling te moeten doorzetten in het kader van de globale aanpak van de herverdeling van de arbeid. De effecten zijn niet uitgebleven. Deze herverdeling en de maatregelen in verband met het banenplan hebben in het Nederlandstalig onderwijs tot gevolg gehad dat nu 6 000 mensen meer dan in 1981 zijn tewerkgesteld, waarbij het aantal voltijdse leerkrachten quasi constant is gebleven. Dit is het resultaat van een tewerkstellingsbeleid dat nog zal worden geactiveerd door de bepalingen van het ontwerp van wet dat wij thans behandelen.

In het verleden schijnt men zomaar ambten te hebben toegevoegd zonder reële herverdeling van de arbeid effectief mogelijk te maken.

In het verleden was het beroepsonderwijs een verwaarloosde sector, zeer zeker in het rijksonderwijs waar wij verplicht waren te starten met een vernieuwing die in het vrij onderwijs reeds bestond. Daardoor krijgt men nu een supplementaire impuls, met name het getuigenschrift van hoger secundair onderwijs en de toegang tot het hoger onderwijs van het korte type. Niet verder, want hoger onderwijs van het lange type — per definitie universitair onderwijs — is van universitair niveau en veronderstelt een maturiteitsexamen of -proef, zelfs in de nieuwe termen. Bovendien mag men leerlingen, die in het beroepsonderwijs terecht komen, geen valse verwachtingen voorhouden, alsof zij daardoor in staat zouden zijn hoger onderwijs van het lange type te volgen. Men moet sociaal, eerlijk en realistisch zijn. Ik heb de pretentie dat ik het beroepsonderwijs, in het rijksonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs, wekelijks onderken in kracht en mogelijkheden. Men moet het beroepsonderwijs op zijn eigen merites valoriseren. Dit doen wij, niet meer, niet minder.

Men wist al vele jaren dat het maturiteitsexamen geen voldoening gaf, maar men heeft er niet veel aan gedaan in het verleden. Wij hebben een stap gezet om een goede overgangsregeling te vinden, wat per definitie dan ook geen definitieve regeling kan zijn. Wij vragen ook hier offers aan het gesubsidieerd onderwijs door de vermindering van de werkings-toelagen. Wij zijn nog lang niet aan de vooropgestelde evenwichten die in 1958 in het Schoolpact werden geformuleerd. Wij verheugen ons erover, een stap te kunnen zetten in de richting van het beoogde evenwicht en hierdoor aan een aantal internaten levenskansen te kunnen geven, zodat ook daar deze sociale nood kan worden opgevangen, althans in de mate van het mogelijke, want men kan moeilijk stellen dat hierdoor de financiering van de internaten in het gesubsidieerd onderwijs is verzekerd. Wij meenden dat het een goed initiatief was, in de hoop dat het later mogelijk zal zijn een volledige regeling te vinden in openheid en met één zorg, namelijk de belangen van elk kind, in welk net, in welke school, het zich ook mag bevinden.

Mijnheer de Voorzitter, het gaat hier over een belangrijk ontwerp met betrekking tot het onderwijs. Ik ben ervan overtuigd dat de meerderheid ook in openbare vergadering de regering zal volgen. Ik dank ze in elk geval voor het vertrouwen dat in ons is gesteld. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je voudrais avant tout répondre aux divers intervenants, sans oublier le chef du groupe socialiste, M. Delmotte, qui est intervenu dans l'introduction d'ordre général, sur laquelle je n'ai pas encore eu le plaisir de pouvoir répondre.

M. Delmotte s'est préoccupé de la première section du projet de loi que nous examinons dans son chapitre IV.

Je voudrais souligner que les articles 42 à 48 comportent des dispositions relatives au statut pécuniaire et au statut administratif des membres du personnel de l'enseignement. Ils reprennent certaines dispositions figurant dans des arrêtés royaux numérotés et qui ont été annulées par le Conseil d'Etat, parce qu'elles ne s'inscrivaient pas dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au Roi. C'est notamment le cas de l'article 42. Il est d'ailleurs à noter que ces dispositions sont déjà appliquées sans difficultés depuis près de trois ans par l'administration.

L'article 44 du projet que nous examinons permet d'abroger les arrêtés royaux numérotés qui modifient les statuts pécuniaires. Cette abrogation n'interviendra toutefois que lors de la mise en place de dispositions nouvelles qui permettront de réaliser l'harmonisation des statuts pécuniaires du personnel de l'enseignement de plein exercice et de promotion sociale ou de l'enseignement à horaire réduit. C'est un des objectifs de la mesure proposée.

Les dispositions nouvelles qui seront fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres — je réponds ici à une interrogation du chef du groupe socialiste — seront soumises, suivant la procédure normale, à la consultation syndicale.

L'harmonisation des statuts pécuniaires n'aurait pu se réaliser sans une modification des dispositions contenues dans les arrêtés royaux numérotés, dont je viens de parler. Le recours à l'abrogation, plutôt qu'à la modification, de ces arrêtés numérotés, permettra à nouveau de fixer les dispositions relatives aux statuts pécuniaires, par arrêtés royaux délibérés en Conseil des ministres, c'est-à-dire par des actes du pouvoir exécutif.

Quant aux autres articles faisant l'objet de la première section du chapitre IV, ils sont de caractère purement technique et visent à compléter ou à préciser les dispositions de certains arrêtés numérotés.

Dans son intervention, M. Seeuws a contesté l'explication que j'ai donnée dans mon discours introductif devant la commission du Sénat. J'avais, en effet, déclaré que l'augmentation du coût de fonctionnement des internats, d'une part, et la diminution des revenus des parents, d'autre part, font que les internats ne sont plus accessibles aux élèves dans le respect du libre choix des parents.

Certes, la population des internats a diminué et ce dans l'ensemble des réseaux. Il ne m'appartient pas d'en rechercher les causes ici; cela mériterait une étude sociologique dont les conclusions ne manqueraient certainement pas d'être intéressantes.

Personnellement, je trouve heureux que la population des internats diminue car les enfants ne peuvent mieux trouver leur épanouissement personnel qu'au sein de leur milieu familial, mais, dans la mesure où la solution de l'internat est celle souhaitée par les parents, il faut pouvoir leur offrir un choix réel, qui ne pourra s'exercer vraiment que si les conditions d'hébergement sont identiques ou du moins les plus semblables possible entre les réseaux.

Le financement des internats de l'enseignement subventionné, tel qu'il est prévu dans le projet de loi que nous examinons, ne constitue qu'une très modeste contribution au coût réel de leur fonctionnement.

J'enchaînerai sur la réponse aux paroles aimables de M. Mouton. Je suis heureux de constater qu'il est partisan de la suppression de l'examen de maturité.

M. Mouton. — De son principe!

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Voilà toujours un bon point pour le gouvernement.

J'ai dit en commission du Sénat que la problématique de l'accès à l'enseignement supérieur doit faire partie de la révision, dans leur ensemble, des lois sur la collation des grades académiques. Vous vous en doutez, cette révision n'est pas simple. Elle a fait déjà l'objet de plusieurs textes qui ne peuvent, jusqu'à présent, donner totale satisfaction.

Le gouvernement n'a pas voulu attendre cette révision pour prendre une mesure qui lui semblait indispensable. En effet, l'examen de maturité organisé actuellement dans les établissements d'enseignement fait double

emploi avec les épreuves écrites et orales que subit l'élève en fin de sixième année. En outre, les professeurs de cette classe connaissent l'élève depuis au moins un an.

La suppression de l'examen de maturité permettra de réduire la durée globale des examens et de récupérer ces précieuses journées pour des activités plus utiles, initiant les élèves aux travaux de synthèse.

Par ailleurs, il n'est pas du tout question de délivrer le certificat de maturité avec moins de rigueur qu'actuellement. Un arrêté royal en déterminera les critères de base. Il sera élaboré en concertation avec les trois réseaux d'enseignement.

La proposition de loi déposée par MM. Mouton et consorts, dont on a beaucoup parlé en commission et en séance publique, n'apporte pas une amélioration au système actuel. Je l'ai dit de mon banc et le répète à cette tribune. La procédure proposée est longue et lourde: tenue d'un livret durant deux années, nécessité de tenir compte des éléments apportés par le conseil de classe, obligation de suivre des cours dans l'enseignement supérieur, à la suite desquels un avis doit être donné. Quelle perte de temps pour aboutir à l'absence d'une décision claire!

En outre, cette proposition néglige les autodidactes qui présentent les épreuves devant le jury d'Etat et semble perdre de vue que le diplôme belge, reconnu à l'étranger, est le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

Il est donc indispensable, dans l'intérêt même des élèves de nos classes terminales, de continuer à délivrer le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

Il est curieux de constater, monsieur Mouton, que vous reprochez au gouvernement de ne plus permettre la délivrance, par le jury d'Etat, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur. Je suis vraiment étonné de votre remarque. Vous semblez ne pas avoir bien suivi les débats en commission.

En effet, l'article 50 du projet de loi, tel qu'il a été amendé en commission, prévoit expressément que «le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur peut également être délivré par un jury d'Etat d'enseignement secondaire».

Par ailleurs, s'il est exact que notre projet abroge l'article 8 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques, il prévoit, en revanche, que le Roi fixera les modalités d'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

J'en arrive maintenant au capital-périodes, dont on parle régulièrement au sein de cette assemblée et dans nos commissions.

Il est exagéré de prétendre que l'arrêté royal du 30 août 1984 favorise l'enseignement libre. Les nouvelles dispositions ont eu, au contraire, pour but de mettre sur un pied de parfaite égalité les divers réseaux de l'enseignement au niveau de l'emploi et, dès lors, de mettre fin à certaines inégalités qui existaient.

D'ailleurs, vos représentants, dont M. Ylief, ont toujours dit qu'il ne s'agissait pas d'un problème d'emploi et qu'il suffisait, pour qu'il n'y ait plus de problèmes, d'introduire plus de contraintes dans l'enseignement libre, c'est-à-dire d'imposer des maîtres spéciaux, ce que nous ne voulons pas, car le gouvernement respecte la liberté pédagogique.

Nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'accorder de nouvelles compensations pour l'enseignement officiel. Le gouvernement a pris des mesures en ce qui concerne l'enseignement de l'Etat — il s'agit de l'enveloppe de 60 millions mise à la disposition de chacun des ministres de l'Education nationale —, enseignement qui souffre de contraintes liées à sa neutralité.

Pour ce qui est de l'enseignement obligatoire de la seconde langue au niveau primaire, je suis parfaitement conscient que les écoles concernées ont à faire face à des obligations légales que d'autres écoles n'ont pas. Je suis l'élue d'un arrondissement comprenant beaucoup de communes situées à la frontière linguistique, et où existe la contrainte de l'enseignement du néerlandais comme seconde langue obligatoire, soit trois heures par semaine au deuxième degré et cinq heures par semaine au troisième degré.

J'espère que nous pourrions surmonter un jour les contraintes budgétaires que vous connaissez de manière à poursuivre l'étude de ces dossiers. Ainsi, j'ai demandé à mon administration d'étudier la possibilité de placer hors capital-périodes les heures consacrées au cours de seconde langue obligatoire. Le dossier est donc ouvert; nous nous emploierons

à le faire aboutir, tout comme il faudra régler le problème de l'utilisation des titulaires de classe qui ne sont pas qualifiés pour donner ces cours.

Enfin, pour ce qui est du financement des internats de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre, je ne peux comprendre l'attitude de M. Peetermans quand il déclare que le gouvernement privilégie l'enseignement libre, si l'on sait qu'un élève interne de l'enseignement de l'Etat coûte au Trésor public environ 150 000 francs par an, alors que le projet de loi qui vous est soumis ne vise à attribuer pour chaque élève interne de l'enseignement subventionné que 15 000 francs par an en termes budgétaires 1985, c'est-à-dire dix fois moins.

L'octroi supplémentaire d'un montant annuel de 500 000 francs par internat en termes budgétaires 1985 représente également une intervention extrêmement minime de l'Etat si l'on connaît le coût important de la gestion d'un internat. Cinq cent mille francs par an, ce n'est même pas suffisant pour engager un surveillant d'internat.

En conséquence, notre projet de loi est vraiment modeste, très modeste en ce qui concerne le financement des internats des établissements d'enseignement subventionné.

La nécessité d'une intervention de l'Etat en vue d'assurer le libre choix des parents a d'ailleurs été ressentie par les gouvernements précédents auxquels les socialistes ont participé, puisque des aides ponctuelles ont été accordées depuis 1979 sous forme de cadres spéciaux temporaires et de troisièmes circuits de travail attribués aux internats de l'enseignement libre, sans que cela n'entraîne de blocage au sein de la Commission du Pacte scolaire.

Le projet de loi que nous examinons ne fait donc que donner une base plus certaine et plus durable au financement des internats de l'enseignement subventionné.

La proposition de M. Peetermans de créer des internats pluralistes, si elle est une idée souriante au premier abord, risque de ne pas rencontrer l'adhésion de certains parents soucieux de faire donner à leurs enfants une éducation qui corresponde à leurs options philosophiques, attitude qui constitue une entrave à la possibilité de pouvoir créer des internats pluralistes.

Vous affirmez que c'est un luxe, mais alors il faut aussi admettre que la multiplicité des réseaux en matière d'enseignement, l'est aussi. Ce luxe est le prix qu'il faut payer si l'on veut respecter le libre choix philosophique des parents; ce point de vue fut expliqué, fort bien d'ailleurs, par M. Sondag.

Monsieur le Président, j'espère que le Sénat adoptera les dispositions proposées et que les travaux, au sein de la Commission du Pacte scolaire, pourront reprendre dans un proche avenir.

Comme la plupart d'entre vous, je suis évidemment favorable au dialogue engagé au sein de cette commission; il a fait ses preuves depuis vingt-cinq ans. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*).

M. le Président. — La parole est à M. Jules Peetermans.

M. J. Peetermans. — Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le ministre de l'assurance qu'il vient de nous donner que le projet de mettre hors capital-périodes les heures consacrées par les maîtres aux cours de seconde langue obligatoire est étudié par son cabinet. J'espère que son intention est de le faire aboutir rapidement, car il s'agit d'un problème dont l'importance ne lui échappe guère, ce dont je me réjouis.

Quant à sa remarque relative aux internats et à la liberté de choix des parents, vous admettez qu'il existe une différence considérable entre le choix de l'école et le choix de l'endroit où l'on mange et où l'on dort.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Et où l'on éduque!

M. J. Peetermans. — On éduque, bien entendu, à la vie courante, mais je doute que des orientations fondamentales soient données dans des dortoirs ou des réfectoires. L'essentiel de la formation est, à mon sens, dispensé dans les écoles. Là, je puis parfaitement comprendre qu'on veuille assurer le libre choix des parents. Mais je suis convaincu que les satisfactions de besoins matériels n'ont d'influence profonde ni sur le comportement ni sur les options philosophiques ou religieuses futurs des élèves. C'est du moins mon sentiment.

M. Windels. — L'internat est un lieu où l'on fait des études, de la lecture, où l'on engage des discussions et où l'on s'amuse. C'est là un aspect essentiel de l'éducation.

M. J. Peetermans. — Vous croyez ?

M. Wyninckx. — C'est de l'endoctrinement, du fondamentalisme !

M. le Président. — La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, chers collègues, ma réplique sera brève.

Pour ce qui concerne l'examen de maturité, je ne vous reprocherai jamais, monsieur le ministre, de ne pas être d'accord sur la philosophie générale de la proposition que nous avons déposée.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — On va l'améliorer !

M. Mouton. — Là n'est pas le problème.

Le reproche fondamental que je vous adresse, c'est de ne pas avoir accepté et d'avoir tout fait pour que notre commission n'examine pas conjointement le projet et la proposition de loi.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — C'est la disposition de la commission.

M. Mouton. — Je ne puis accepter pareille attitude qui constitue une immixtion intolérable de l'exécutif dans les travaux de notre commission.

Pour ce qui concerne le capital-périodes, vous savez mieux que quiconque, monsieur le ministre, que ce système entraîne des effets négatifs au niveau de l'emploi dans l'enseignement fondamental officiel.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — C'est inexact !

M. Mouton. — Vous le savez et je constate que vous n'avez rien fait jusqu'à présent pour y remédier. Au contraire, vous aggravez encore ce déséquilibre en accordant des avantages financiers considérables et du personnel statutaire aux internats de l'enseignement subventionné. Et vous osez après cela, vous prétendre défenseur de l'enseignement officiel !

Je rappellerai, et j'en termine par là, les deux propositions du Parti socialiste en la matière.

La première vise à créer des internats pluralistes ou à transformer les internats actuels en internats pluralistes.

M. Windels. — En violation de la Constitution.

M. Mouton. — La deuxième consiste en une intervention directe en faveur des familles dont les enfants sont internes.

Je regrette profondément de devoir constater qu'à ce jour, ces deux propositions n'ont reçu aucun écho ni au niveau de la famille social-chrétienne ni au niveau de la famille libérale à laquelle vous appartenez, monsieur le ministre. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bertouille, ministre.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Je constate que M. Mouton s'obstine à vouloir faire travailler deux heures de plus les enseignants de l'enseignement libre par rapport à ceux de l'enseignement officiel.

L'honorable membre n'est pas d'accord sur le problème du capital-périodes. Le fait est qu'on a mis sur pied d'égalité les enseignants de tous les réseaux, suivant en cela l'exemple donné par un ministre socialiste, M. Busquin, dans une rationalisation de l'enseignement spécial. Nous ne nous sommes pas écartés de la philosophie qui, à l'époque, avait reçu l'accord de la Commission du Pacte scolaire.

Pour moi, tous les enseignants de tous les réseaux doivent être placés sur un pied d'égalité sur le plan des heures de travail.

Sinon, je ne comprends plus la justice sociale dont se prévaut le parti que représente M. Mouton. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Enseignement

et de la Science, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

Artikel 42 luidt:

HOOFDSTUK IV. — *Onderwijs*

Afdeling 1. — Wijzigingen aan de bezoldigingsregeling en het administratief statuut van de personeelsleden

Art. 42. § 1. Artikel 5, eerste lid, c, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de wet van 8 februari 1974, bij de koninklijke besluiten van 15 december 1978 en 6 februari 1980, en bij het koninklijk besluit nr. 161 van 30 december 1982, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« c) Dat uit hoofde van elke andere bezigheid en/of wegens het genot van een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist, bruto-inkomsten heeft waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan dat van de brutobezoldiging, die het zou verkrijgen indien het zijn ambt als hoofdamt met volledige prestaties uitoefende, maar berekend op het minimum van de weddeschaal.

Onder « andere bezigheid » wordt verstaan een andere bezigheid dan:

1° Een zelfstandig beroep;

2° Prestaties in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, waarvoor een bezoldiging ten laste van de Schatkist wordt verleend; »

§ 2. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt:

« d) Dat eveneens een ambt met volledige prestaties uitoefent in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

e) Dat een wedde of een rustpensioen geniet uit hoofde van een betrekking uitgeoefend in de privé-sector of in de overheidssector, waarvan de normale uurregeling van die aard is dat zij een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt, behalve indien het bedrag ervan lager is dan het minimum van de laagste weddeschaal verbonden aan het ambt van studiemeester-opvoeder;

f) Dat een niet-uitsluitend ambt in het onderwijs met volledig leerplan uitoefent waarvoor het een volledige wedde geniet, waarvan het bruto-bedrag gelijk is aan of hoger ligt dan het minimum van zijn weddeschaal. »

§ 3. In artikel 5, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « voorgemelde a, b en c » vervangen door de woorden « voormelde a, b, c, d, e en f ».

CHAPITRE IV. — *Enseignement*

Section première. — Modifications au statut pécuniaire et administratif des membres du personnel

Art. 42. § 1^{er}. L'article 5, alinéa premier, c, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique, modifié par la loi du 8 février 1974, par les arrêtés royaux du 15 décembre 1978 et du 6 février 1980 et par l'arrêté royal n° 161 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante:

« c) Qui bénéficie, du chef de toute autre occupation et/ou du chef de la jouissance d'une pension à charge du Trésor public, de revenus bruts dont le montant est égal ou supérieur à celui de la rémunération brute qu'il obtiendrait s'il exerçait sa fonction comme fonction principale à prestations complètes, mais calculée sur la base du minimum de l'échelle de traitement.

Par « autre occupation » il faut entendre une occupation autre que:

1° Une profession indépendante;

2° Des prestations dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, pour lesquelles une rémunération à charge du Trésor public est accordée;»

§ 2. L'article 5, alinéa premier, du même arrêté est complété comme suit:

« d) Qui exerce également une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

e) Qui bénéficie d'un traitement ou d'une pension de retraite du chef d'un emploi exercé dans le secteur privé ou public, dont l'horaire normal est de nature à absorber complètement une activité professionnelle normale, sauf si le montant est inférieur au minimum de l'échelle de traitement la moins élevée de la fonction de surveillant-éducateur;

f) Qui exerce une fonction non exclusive dans l'enseignement de plein exercice, pour laquelle il bénéficie d'un traitement complet, dont le montant brut est égal ou supérieur au minimum de son échelle de traitement. »

§ 3. Dans l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, les mots « visées sous a, b et c, ci-dessus » sont remplacés par les mots « visées sous a, b, c, d, e et f ci-dessus ».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Bij wijze van amendement stelt mevrouw De Pauw-Deveen c.s. voor volgend nieuw artikel 42bis in te lassen:

« Art. 42bis. De Koning kan de in de hierbijgevoegde lijst opgenomen genummerde besluiten, voor zover deze aangeduide koninklijke besluiten hebben opgeheven of aangepast, opheffen of wijzigen. »

Genummerde besluiten die bestaande koninklijke besluiten geheel of gedeeltelijk hebben gewijzigd.

Koninklijk besluit nr. 49. Normen type I (koninklijk besluit van 7 januari 1981)

Koninklijk besluit nr. 61. Betrekkingen opvoedend hulp personeel en administratief personeel SO en HO (koninklijk besluit van 15 april 1977)

Koninklijk besluit nr. 62. Betrekkingen rijksinrichtingen voor TO (koninklijk besluit van 12 januari 1966)

Koninklijk besluit nr. 63. Bezoldiging volledig leerplan — sociale promotie (koninklijk besluit van 15 april 1958, 10 maart 1965)

Koninklijk besluit nr. 64. Minimale schoolbevolking sociale promotie (koninklijk besluit van 4 maart 1954, 20 augustus 1969)

Koninklijk besluit nr. 65. Ambten OP in het BO (koninklijk besluit van 17 februari 1961, 27 november 1959, 27 oktober 1966, 12 januari 1966)

Koninklijk besluit nr. 66. Ambten administratief en opvoedend hulp personeel BO (koninklijk besluit van 2 december 1969)

Koninklijk besluit nr. 67. Ambten paramedisch personeel BO (koninklijk besluit van 15 juli 1970)

Koninklijk besluit nr. 68. Geldelijke toestand bijbetrekking RO (koninklijk besluit van 18 januari 1974, 14 november 1978)

Koninklijk besluit nr. 69. Verloven voor verminderde prestaties RO (koninklijk besluit van 22 maart 1969, 15 januari 1974)

Koninklijk besluit nr. 70. Verloven verminderde prestaties RO (koninklijk besluit van 15 januari 1974)

Koninklijk besluit nr. 71. Verloven verminderde prestaties leraars godsdienst RO (koninklijk besluit van 25 oktober 1971, 8 juli 1976)

Koninklijk besluit nr. 72. Verloven verminderde prestaties ATP — RO (koninklijk besluit van 28 februari 1967, 8 december 1967)

Koninklijk besluit nr. 73. Verlof verminderde prestaties PMS-Rijk (koninklijk besluit van 27 juli 1979, 19 mei 1981)

Koninklijk besluit nr. 77. Organisatie HOLT (koninklijk besluit van 14 december 1978)

Koninklijk besluit nr. 78. Betrekkingen hulp opvoedend en administratief personeel HOKT (koninklijk besluit van 15 april 1977)

Koninklijk besluit nr. 79. Aanvaardbare lestijden HOKT (koninklijk besluit van 15 december 1973)

Koninklijk besluit nr. 80. Aanvaardbare lestijden Pedagogisch HOKT (koninklijk besluit van 15 december 1973)

Koninklijk besluit nr. 83. Administratief en geldelijk statuut WP — Rijk (koninklijk besluit van 31 oktober 1953, 21 april 1965)

Koninklijk besluit nr. 121. Statuut WP wetenschappelijke instellingen (koninklijk besluit van 21 april 1965)

Koninklijk besluit nr. 138. Normen Type I (koninklijk besluit van 7 januari 1981)

Koninklijk besluit nr. 151. Aantal betrekkingen RTO (koninklijk besluit van 12 januari 1966)

Koninklijk besluit nr. 152. Betrekkingen hulp opvoedend personeel en administratief personeel HO (koninklijk besluit van 15 april 1977)

Koninklijk besluit nr. 153. Aantal opvoeders RO (koninklijk besluit van 18 april 1967)

Koninklijk besluit nr. 161. Bezoldigingsregeling onderwijzend personeel (koninklijk besluit van 15 april 1958)

Koninklijk besluit nr. 163. Administratief en geldelijk statuut WP — Rijk (koninklijk besluit van 21 april 1965)

Koninklijk besluit nr. 164. Administratief en geldelijk statuut WP — Rijk (koninklijk besluit van 27 juni 1962, 21 april 1965, 14 november 1978)

Koninklijk besluit nr. 184. Ambten internaat (koninklijk besluit van 15 juni 1970, 2 december 1969)

Koninklijk besluit nr. 209. Keuken e.a. prestaties RO (koninklijk besluit van 23 mei 1967)

Koninklijk besluit nr. 210. Stookdienst en leerlingenvervoer RO (koninklijk besluit van 10 november 1967)

Koninklijk besluit nr. 211. Normen rekenplichtig correspondent RO (koninklijk besluit van 2 december 1969)

Koninklijk besluit nr. 226. Terbeschikkingstelling leden PMS (koninklijk besluit van 18 januari 1974, 8 juli 1976, 27 juli 1979)

Koninklijk besluit nr. 266. Vacantie- en verlofregeling PMS — Rijk (koninklijk besluit van 19 mei 1981)

Koninklijk besluit nr. 268. Bijkomende lestijden Pedagogisch HO (koninklijk besluit van 15 december 1973)

Koninklijk besluit nr. 269. Bezoldigingsregeling volledig leerplan/ sociale promotie (koninklijk besluit van 15 april 1958, 10 maart 1965)

Koninklijk besluit nr. 270. Bezoldigingsregeling volledig leerplan/ sociale promotie (koninklijk besluit van 15 april 1958, 10 maart 1965)

Koninklijk besluit nr. 294. Uitgestelde bezoldiging (koninklijk besluit van 15 april 1958, 10 maart 1965)

Koninklijk besluit nr. 295. Normen type I (koninklijk besluit van 7 januari 1981)

Koninklijk besluit nr. 296. Meesters-, vak- en dienstpersoneel RO (koninklijk besluit van 29 augustus 1966)

Koninklijk besluit nr. 297. Opdrachten onderwijs en PMS (koninklijk besluit van 15 mei 1958)

Koninklijk besluit nr. 298. Normen SO en HOKT (koninklijk besluit van 15 december 1973, 18 april 1967)

Koninklijk besluit nr. 300. Aantal lessen leerkracht type II (koninklijk besluit van 4 maart 1954, 19 oktober 1959, 25 augustus 1963, 15 december 1973)

Koninklijk besluit nr. 301. Minimale studentenbevolking HOKT (koninklijk besluit van 4 maart 1954, 18 februari 1960)

« Art. 42bis. — Le Roi peut abroger ou modifier les arrêtés numérotés figurant dans la liste ci-jointe, pour autant qu'ils ont abrogé ou adapté les arrêtés royaux indiqués. »

Arrêtés numérotés qui ont modifié entièrement ou partiellement des arrêtés royaux existants

Arrêté royal n° 49. Normes type I (arrêté royal du 7 janvier 1981)

Arrêté royal n° 61. Emplois personnel éducatif auxiliaire et personnel administratif enseignement secondaire et enseignement supérieur (arrêté royal du 15 avril 1977)

Arrêté royal n° 62. Emplois établissement de l'Etat pour l'ET (arrêté royal du 12 janvier 1966)

Arrêté royal n° 63. Rémunération horaire complet — promotion sociale (arrêté royal des 15 avril 1958 et 10 mars 1965)

Arrêté royal n° 64. Population scolaire minimale promotion sociale (arrêté royal des 4 mars 1954 et 20 août 1969)

Arrêté royal n° 65. Charges PE dans l'enseignement spécial (arrêté royal des 27 novembre 1959, 17 février 1961, 12 janvier 1966, 27 octobre 1966)

Arrêté royal n° 66. Charges personnel administratif et personnel éducatif auxiliaire enseignement spécial (arrêté royal du 2 décembre 1969)

Arrêté royal n° 67. Charges personnel paramédical enseignement spécial (arrêté royal du 15 juillet 1970)

Arrêté royal n° 68. Situation pécuniaire fonction accessoire EE (arrêté royal des 18 janvier 1974 et 14 décembre 1978)

Arrêté royal n° 69. Congés pour prestations réduites EE (arrêté royal des 22 mars 1969 et 15 janvier 1974)

Arrêté royal n° 70. Congés prestations réduites EE (arrêté royal du 15 janvier 1974)

Arrêté royal n° 71. Congés prestations réduites professeurs de religion EE (arrêté royal des 25 octobre 1971 et 8 juillet 1976)

Arrêté royal n° 72. Congés prestations réduites T-EE (arrêté royal des 28 février 1967 et 8 décembre 1967)

Arrêté royal n° 73. Congé prestations réduites PMS-Etat (arrêté royal des 27 juillet 1979 et 19 mai 1981)

Arrêté royal n° 77. Organisation ESTL (arrêté royal du 14 décembre 1978)

Arrêté royal n° 78. Emplois personnel éducatif auxiliaire et administratif ESTC (arrêté royal du 15 avril 1977)

Arrêté royal n° 79. Périodes admissibles ESTC (arrêté royal du 15 décembre 1973)

Arrêté royal n° 80. Périodes admissibles ESTC pédagogique (arrêté royal du 15 décembre 1973)

Arrêté royal n° 83. Statut administratif et pécuniaire PS — Etat (arrêté royal des 31 octobre 1983 et 21 avril 1965)

Arrêté royal n° 121. Statut PS établissements scientifiques (arrêté royal du 21 avril 1965)

Arrêté royal n° 138. Normes type I (arrêté royal du 7 janvier 1981)

Arrêté royal n° 151. Nombre d'emplois ETE (arrêté royal du 12 janvier 1966)

Arrêté royal n° 152. Emplois personnel éducatif auxiliaire et personnel administratif ES (arrêté royal du 15 avril 1977)

Arrêté royal n° 153. Nombre d'éducateurs EE (arrêté royal du 18 avril 1967)

Arrêté royal n° 161. Statut pécuniaire personnel enseignant (arrêté royal du 15 avril 1958)

Arrêté royal n° 163. Statut administratif et pécuniaire PS-Etat (arrêté royal du 21 avril 1965)

Arrêté royal n° 164. Statut administratif et pécuniaire PS-Etat (arrêté royal des 27 juin 1962, 21 avril 1965, 14 novembre 1978)

Arrêté royal n° 184. Charges internat (arrêté royal des 15 juin 1970 et 2 décembre 1969)

Arrêté royal n° 209. Cuisine et autres prestations EE (arrêté royal du 23 mai 1967)

Arrêté royal n° 210. Service de chauffe et transport scolaire EE (arrêté royal du 10 novembre 1967)

Arrêté royal n° 211. Normes correspondant comptable EE (arrêté royal du 2 décembre 1969)

Arrêté royal n° 226. Mise en disponibilité membres PMS (arrêté royal des 18 janvier 1974, 8 juillet 1976, 27 juillet 1979)

Arrêté royal n° 266. Régime de vacances et de congés PMS-Etat (arrêté royal du 19 mai 1981)

Arrêté royal n° 268. Périodes supplémentaires ES pédagogique (arrêté royal du 15 décembre 1973)

Arrêté royal n° 269. Statut pécuniaire horaire complet/promotion sociale (arrêté royal des 15 avril 1958 et 10 mars 1965)

Arrêté royal n° 270. Statut pécuniaire horaire complet/promotion sociale (arrêté royal des 15 avril 1958 et 10 mars 1965)

Arrêté royal n° 294. Rémunération différée (arrêté royal des 15 avril 1958 et 10 mars 1965)

Arrêté royal n° 295. Normes Type I (arrêté royal du 7 janvier 1981)

Arrêté royal n° 296. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service EE (arrêté royal du 29 août 1966)

Arrêté royal n° 297. Charges enseignement et PMS (arrêté royal du 15 mai 1958)

Arrêté royal n° 298. Normes enseignement secondaire ESTC (arrêté royal des 15 décembre 1973 et 18 avril 1967)

Arrêté royal n° 300. Normes d'heures de cours par enseignant type II (arrêté royal des 4 mars 1954, 19 octobre 1959, 25 août 1963 et 15 décembre 1973)

Arrêté royal n° 301. Population estudiantine minimale ESTC (arrêté royal des 4 mars 1954 et 18 février 1960)

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb in mijn uiteenzetting van daarstraks dit amendement voldoende toegelicht. Voor het overige verwijs ik naar de geschreven verantwoording van dit amendement.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur cet amendement.

Wij stemmen later over dit amendement.

Artikel 43 luidt:

Art. 43. Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 161 van 30 december 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende toekenning van een toelage voor overwerk aan sommige leden van hetzelfde personeel, en van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, wordt ingetrokken.

Art. 43. L'article 3 de l'arrêté royal n° 161 du 30 décembre 1982 portant modification de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 accordant une allocation pour surcroît de travail à certains membres du même personnel, et de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, est rapporté.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 44. Op een bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit door de Koning te bepalen datum, en ten vroegste op 1 september 1983, worden opgeheven:

— Het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

— Het koninklijk besluit nr. 161 van 30 december 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende toekenning van een toelage voor overwerk aan sommige leden van hetzelfde personeel en van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

— Het koninklijk besluit nr. 269 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

— Het koninklijk besluit nr. 270 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van

de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

— Het koninklijk besluit nr. 294 van 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben;

— Het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd door hoofdstuk V, afdeling 3, van de herstellwet van 31 juli 1984.

Art. 44. Sont abrogés à une date fixée par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres et au plus tôt le 1^{er} septembre 1983:

— L'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

— L'arrêté royal n° 161 du 30 décembre 1982 portant modification de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 accordant une allocation pour surcroît de travail à certains membres du même personnel et de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

— L'arrêté royal n° 269 du 31 décembre 1983 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

— L'arrêté royal n° 270 du 31 décembre 1983 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

— L'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été;

— L'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, modifié par le chapitre V, section 3, de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 45. In artikel 8 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, wordt het woord « ambt » vervangen door het woord « bijbetrekking ».

Art. 45. Dans l'article 8 de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, le mot « fonction » est remplacé par les mots « fonction accessoire ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 46. In het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedische personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd door de koninklijke besluiten nrs. 69 en 70 van 20 juli 1982, worden in artikel 25, het tweede, derde en vierde lid, ingevoegd bij koninklijk besluit van 15 april 1977, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 70 van 20 juli 1982, en in artikel 32, het tweede en derde lid, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1984, geschrapt.

Art. 46. Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux n° 69 et 70 du 20 juillet 1982, les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 25, insérés par l'arrêté royal du 15 avril 1977, modifié par l'arrêté royal n° 70 du 20 juillet 1982, et les alinéas 2 et 3 de l'article 32, insérés par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, modifié par la loi du 31 juillet 1984, sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 47. Artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen door volgende bepaling:

« Art. 6. De bepalingen van dit hoofdstuk hebben uitwerking met ingang van het begin van het school- of academiejaar 1984-1985, met uitzondering van artikel 2, § 1, dat in werking treedt bij het begin van het school- of academiejaar 1985-1986. »

Art. 47. L'article 6 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 6. Les dispositions du présent chapitre produisent leur effet à partir du début de l'année scolaire ou académique 1984-1985, à l'exception de l'article 2, § 1^{er}, qui entre en vigueur au début de l'année scolaire ou académique 1985-1986. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 48. In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 169 van 30 december 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale of familiale redenen, toegekend aan sommige personeelsleden van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 265 van 31 december 1983, worden de woorden « de personeelsleden van het onderwijs inzake de verloven » vervangen door de woorden « de rijksambtenaren inzake verloven of afwezigheden ».

Art. 48. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 169 du 30 décembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle ou par des raisons d'ordre social ou familial accordés à certains membres du personnel des institutions universitaires, modifié par l'arrêté royal n° 265 du 31 décembre 1983, les mots « membres du personnel de l'enseignement en matière de congés » sont remplacés par les mots « agents de l'Etat en matière de congés ou absences ».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 49 luidt:

Afdeling II. — Wijzigingen van de wetten tot het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949

Art. 49. Artikel 5, § 1, 1^o, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1964 en bij koninklijk besluit van 20 augustus 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1^o De houders van een bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, uitgereikt door een inrichting, bedoeld in artikel 6, § 1, en gehomologeerd door de bij artikel 9 ingestelde commissie. »

Section II. — Modifications des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949

Art. 49. L'article 5, § 1^{er}, 1^o, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 8 juin 1964 et par l'arrêté royal du 20 août 1971, est remplacé par la disposition suivante:

« 1^o Les titulaires d'un diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, délivré par un établissement visé à l'article 6, § 1^{er}, et homologué par la commission instituée par l'article 9. »

MM. Mouton et Péciaux présentent l'amendement que voici:

« Remplacer cet article par les dispositions suivantes:

« L'article 5, § 1^{er}, 1^o, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 8 juin 1964 et par l'arrêté royal du 20 août 1971 est remplacé par la disposition suivante:

« 1^o Les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur, délivré par un établissement visé à l'article 6, § 1^{er}, et homologué par la commission instituée par l'article 9;

2^o Les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par un jury d'Etat d'enseignement secondaire. »

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« Artikel 5, § 1, 1^o, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1964 en bij koninklijk besluit van 20 augustus 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1^o De houders van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs afgegeven door een instelling bedoeld in artikel 6, § 1, en gehomologeerd door de commissie ingesteld door artikel 9;

2^o De houders van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs afgegeven door een examencommissie van de Staat voor het middelbaar onderwijs. »

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, j'ai défendu cet amendement tout à l'heure, lors de mon intervention dans la discussion générale. Je n'ai plus rien à ajouter.

M. Bertouille, ministre de l'Education nationale. — Monsieur le Président, je demande le rejet de cet amendement pour les raisons que j'ai exposées dans ma réponse à la tribune.

M. le Président. — Il sera procédé demain au vote sur cet amendement et sur l'article.

Wij stemmen morgen over dit amendement en over het artikel.

Artikel 50 luidt:

Art. 50. In artikel 6 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975, worden de §§ 1, 2 en 3 vervangen door de volgende bepalingen:

« § 1. Komen in aanmerking voor het behalen van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, uitgereikt door een inrichting waar secundair onderwijs wordt verstrekt, de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt door die inrichting in het algemeen, het technisch of het kunstsecundair onderwijs.

§ 2. Het getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de leerlingen van het secundair onderwijs:

1^o Die hun studies volbracht hebben overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen;

2^o Die het vijfde en zesde leerjaar volbracht hebben in dezelfde onderwijsvorm en in dezelfde onderindeling van het onderwijs;

3^o Die met vrucht, hetzij het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch of het kunstsecundair onderwijs, hetzij het zevende leerjaar van het beroepssecundair onderwijs ingericht met het oog op de uitreiking van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, beëindigd hebben.

§ 3. Het bekwaamheidsdiploma, dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, kan eveneens afgeleverd worden door een examencommissie van de Staat voor het secundair onderwijs aan de houders van het getuigschrift bedoeld in § 1 en uitgereikt:

1^o Ofwel door bedoelde examencommissie;

2^o Ofwel door een onderwijsinrichting en gehomologeerd door de bij artikel 9 ingestelde commissie. »

Art. 50. Dans l'article 6 des mêmes lois, modifié par la loi du 31 juillet 1975, les §§ 1^{er}, 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« § 1^{er}. Sont susceptibles d'obtenir le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, délivré par un établissement où est dispensé un enseignement secondaire, les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par cet établissement dans les enseignements secondaires général, technique et artistique.

§ 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré aux élèves de l'enseignement secondaire:

1^o Qui ont accompli leurs études conformément aux dispositions légales et réglementaires;

2^o Qui ont suivi la cinquième et la sixième année d'études dans la même forme d'enseignement et dans la même subdivision d'enseignement;

3^o Qui ont terminé avec fruit soit la sixième année d'études des enseignements secondaires général, technique ou artistique, soit la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel, organisée en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur peut également être délivré par un jury d'Etat d'enseignement secondaire aux titulaires du certificat visé au § 1^{er} délivré:

1^o Soit par ce jury;

2^o Soit par un établissement d'enseignement et homologué par la commission instituée par l'article 9. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 51. Artikel 8 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 8. De klasseraad of het lerarenkorps, bevoegd voor de uitreiking van het getuigschrift hoger secundair onderwijs, is eveneens bevoegd inzake de toekenning van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

De Koning bepaalt de modaliteiten tot toekenning van het bekwaamheidsdiploma. »

Art. 51. L'article 8 des mêmes lois, modifié par la loi du 8 juin 1964, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 8. Le conseil de classe ou le corps professoral, compétent pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, est également compétent pour l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

Le Roi fixe les modalités d'octroi du diplôme d'aptitude. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 52. In artikel 9 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975:

1^o Worden in het tweede lid de woorden « voor het technisch en het kunstsecundair onderwijs » vervangen door de woorden « voor het technisch, het kunst- en het beroepssecundair onderwijs »;

2^o Worden in het derde lid de woorden « uit leraars van het technisch en kunst hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « uit leraars van het hoger secundair technisch, kunst- en beroeps onderwijs ».

Art. 52. Dans l'article 9 des mêmes lois, modifié par la loi du 31 juillet 1975:

1^o Dans l'alinéa 2, les mots « pour les enseignements secondaires technique et artistique » sont remplacés par les mots « pour les enseignements secondaires technique, artistique et professionnel »;

2^o Dans l'alinéa 3, les mots « de professeurs des enseignements secondaires technique supérieur et artistique supérieur » sont remplacés

par les mots « de professeurs des enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 53. In artikel 10 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975, worden de §§ 3, 4 en 5 vervangen door de volgende bepalingen:

« § 3. De homologatie van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt afhankelijk gesteld van het overleggen van één van volgende bekwaamheidsbewijzen, ten laatste behaald op het einde van het vierde leerjaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs of op het einde van het vijfde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs:

1° Het gehomologeerd getuigschrift van lager secundair onderwijs;

2° Het door de examencommissie van de Staat uitgereikt getuigschrift van lager secundair onderwijs.

§ 4. Voor de homologatie van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs onderzoekt de commissie de regelmatigheid van de studies:

1° Wat het algemeen, technisch en kunstsecundair onderwijs betreft, van het vierde, het vijfde en het zesde leerjaar;

2° Wat het beroepssecundair onderwijs betreft, van het vijfde en het zesde leerjaar en van het zevende leerjaar, ingericht met het oog op de uitkering van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

§ 5. De commissie neemt de attesten van gedeeltelijke studies in aanmerking die met vrucht gevolgd werden in inrichtingen van secundair onderwijs volgens een buitenlands stelsel indien zij oordeelt dat het gevolgde programma gelijkwaardig is met dat van het Belgisch secundair onderwijs. »

Art. 53. Dans l'article 10 des mêmes lois, modifié par la loi du 31 juillet 1975, les §§ 3, 4 et 5 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« § 3. L'homologation du certificat d'enseignement secondaire supérieur est subordonnée à la production d'un des titres suivants obtenu au plus tard à la fin de la quatrième année d'études des enseignements secondaires général, technique ou artistique ou à la fin de la cinquième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel:

1° Le certificat homologué d'enseignement secondaire inférieur;

2° Le certificat d'enseignement secondaire inférieur délivré par le jury d'Etat.

§ 4. Pour l'homologation du certificat d'enseignement secondaire supérieur, la commission vérifie:

1° Pour les enseignements secondaires général, technique et artistique, la régularité des études des quatrième, cinquième et sixième années d'études;

2° Pour l'enseignement secondaire professionnel, la régularité des études pour les cinquième et sixième années d'études et la septième année d'études organisée en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur.

§ 5. La commission prend en considération les attestations d'études partielles suivies avec fruit dans les établissements d'enseignement secondaire de régime étranger si elle estime que le programme suivi est équivalent à celui de l'enseignement secondaire belge. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling III. — Bepaling tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 54. — In artikel 55 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt de vermelding « 40, lid 4 » vervangen door « 40bis, § 1 en § 3 », met ingang van 1 januari 1972.

Section III. — Disposition modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 54. A l'article 55 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les mots « 40, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « 40bis, § 1^{er} et § 3 » à partir du 1^{er} janvier 1972.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling IV. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 55. Artikel 20, § 1, eerste lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, wordt aangevuld als volgt: « en voor de internaten verbonden aan deze inrichtingen voor gewoon lager en secundair onderwijs ».

Section IV. — Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 55. L'article 20, § 1^{er}, alinéa premier, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 11 juillet 1973, est complété comme suit: « et aux internats annexés auxdits établissements d'enseignement primaire ordinaire et secondaire ordinaire ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 56. In artikel 22, § 1, a, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973 worden de woorden « voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen of van een nieuwe vestiging van een bestaande inrichting » vervangen door de woorden « voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en voor de internaten verbonden aan deze inrichtingen voor gewoon lager en secundair onderwijs, of van een nieuwe vestiging van een bestaande inrichting of internaat ».

Art. 56. Dans l'article 22, § 1^{er}, a, de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1973, les mots « aux établissements scolaires subventionnés ou d'une nouvelle localisation d'un établissement existant » sont remplacés par les mots « aux établissements scolaires subventionnés et aux internats annexés auxdits établissements d'enseignement primaire ordinaire et secondaire ordinaire, ou d'une nouvelle localisation d'un établissement ou d'un internat existant ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 57. Artikel 27, § 1, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, wordt aangevuld als volgt:

« Het opvoedend hulp personeel van de scholen, benoemd na 31 augustus 1985, mag echter geheel of gedeeltelijk tewerkgesteld worden in het gesubsidieerd internaat dat aan de school of scholengroep verbonden is, terwijl het opvoedend hulp personeel van het internaat geheel of gedeeltelijk mag ingezet worden in de school of groep van scholen waaraan het verbonden is bijaldien het voldoet aan de vereiste voorwaarden. »

Art. 57. L'article 27, § 1^{er}, troisième alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1973, est complété comme suit:

« Le personnel auxiliaire d'éducation des écoles, nommé après le 31 août 1985, peut être occupé en tout ou en partie dans l'internat subventionné qui est attaché à l'école ou au groupe d'écoles, tandis que le personnel auxiliaire d'éducation de l'internat peut être occupé en tout ou en partie dans l'école ou groupe d'écoles auxquels il est attaché pour autant qu'il réponde aux conditions requises. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 58. In artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1 worden de woorden « van de inrichtingen » vervangen door de woorden « van de inrichtingen en het internaat ».

2° Aan § 2 wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt:

« Aan de gewone lagere en secundaire scholen die een internaat organiseren dat voldoet aan de voorwaarden vastgelegd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, wordt een forfaitaire jaarlijkse toelage van 187 970 frank toegekend; daarenboven wordt voor de interne leerlingen van het gewone lagere en secundair onderwijs het bedrag van de werkingstoeelage per regelmatig ingeschreven leerlingen verhoogd met 5 639 frank. »

3° Een § 6 wordt toegevoegd luidend als volgt:

« § 6. De werkingstoelagen toegekend met toepassing van het vijfde lid van § 2 moeten integraal gebruikt worden voor de werking van het internaat en de opvang van de interne leerlingen. »

Art. 58. Dans l'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1973, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 1^{er}, les mots « de l'établissement » sont remplacés par les mots « de l'établissement et de l'internat ».

2° Le § 2 est complété par un cinquième alinéa, rédigé comme suit:

« Aux écoles primaires et secondaires ordinaires qui organisent un internat qui répond aux conditions fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, est accordée une subvention forfaitaire annuelle de 187 970 francs; en outre le montant de la subvention de fonctionnement par élève régulièrement inscrit est majoré de 5 639 francs pour les élèves internes de l'enseignement primaire et secondaire ordinaire. »

3° Un § 6, rédigé comme suit, est ajouté:

« § 6. Les subventions de fonctionnement accordées en application de l'alinéa 5 du § 2 doivent être consacrées entièrement au fonctionnement de l'internat et à l'encadrement des élèves internes. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 59. In artikel 34, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970, worden de woorden « en buitengewoon onderwijs » vervangen door de woorden « buitengewoon onderwijs en aan de internaten ».

Art. 59. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1970, les mots « et spécial » sont remplacés par les mots « spécial et aux internats ».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 60 luidt:

Art. 60. In afwijking van artikel 32, § 3, van dezelfde wet, wordt de vermeerdering van de bedragen van de werkingstoelagen voor het schooljaar 1984-1985 in vergelijking met de bedragen, bepaald voor het schooljaar 1983-1984, vastgesteld op:

— 3 pct. wat betreft het onderwijs met volledig leerplan van:

- Het algemeen secundair onderwijs en de groep A van het technische en beroepssecundair onderwijs van het type II met uitzondering van de informatieverwerking;

- De eerste graad en de groep A van het onderwijs van het type I met uitzondering van de informatieverwerking;

- Het buitengewoon onderwijs;

- De groep A van het hoger onderwijs van het korte en het lange type met uitzondering van de informatieverwerking en met uitzondering van het economisch hoger onderwijs van het lange type;

— 5,5 pct. wat betreft het resterend gedeelte van het secundair onderwijs en van het hoger secundair onderwijs van het korte en het lange type;

— 8 pct. wat betreft het gewoon kleuter- en lager onderwijs en het buitengewoon kleuter- en lager onderwijs.

Art. 60. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la même loi, l'augmentation des montants de subventions de fonctionnement pour l'année scolaire 1984-1985 est fixée, par rapport aux montants de l'année scolaire 1983-1984, à:

— 3 p.c. pour l'enseignement de plein exercice de:

- L'enseignement secondaire général et le groupe A de l'enseignement technique et professionnel secondaire de type II à l'exception de l'informatique;

- Le premier degré et le groupe A de l'enseignement de type I, à l'exception de l'informatique;

- L'enseignement secondaire spécial;

- Le groupe A de l'enseignement supérieur de type court et de type long, à l'exception de l'informatique et de l'enseignement supérieur économique de type long;

— 5,5 p.c. pour le reste de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur de type court et de type long;

— 8 p.c. pour l'enseignement gardien et primaire ordinaire et l'enseignement gardien et primaire spécial.

De heer Seeuws c.s. stelt volgend amendement voor:

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« Art. 60. Artikel 32, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

« De jaarlijkse procentuele evolutie van de werkingstoelagen per leerling aan het gesubsidieerd onderwijs is vanaf het schooljaar 1984-1985, per onderwijsniveau gelijk aan de jaarlijkse procentuele evolutie van de kosten van de scholen van het overeenkomend onderwijsniveau van het Rijk per leerling. Deze kosten omvatten de werkingskosten van de rijkscholen en de lonen en wedden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel met uitzondering van de kredieten voor het waarborgen van de vrije keuze en die welke uitsluitend de leerlingen van het rijksonderwijs betreffen.

Deze begrotingsuitgaven worden geraamd volgend behoeften op basis van de methode der directe schatting. »

« Remplacer cet article par ce qui suit:

« Art. 60. L'article 32, § 3, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes:

« L'évolution annuelle en pour cent des subventions de fonctionnement par élève accordées à l'enseignement subventionné est égale, à partir de l'année scolaire 1984-1985, par niveau d'enseignement, à l'évolution annuelle en pour cent des frais des écoles du niveau d'enseignement correspondant de l'Etat, par élève. Ces frais comportent les frais de fonctionnement des écoles de l'Etat et les salaires et traitements du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service, à l'exception des crédits garantissant le libre choix et de ceux qui ne concernent exclusivement que les élèves de l'enseignement de l'Etat.

Ces dépenses budgétaires sont estimées en fonction des besoins sur la base de la méthode de l'évaluation directe. »

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, jammer genoeg heeft de minister onze uitgestoken hand afgewezen die wij via het verbeterd amendement bij artikel 60 hebben aangeboden, amendement dat tot doel had de dialoog opnieuw op gang te brengen en dat een poging was om tot een evenwichtig voorstel te komen. De regering is blijkbaar niet in de mogelijkheid om op die uitnodiging in te gaan. Ik betreurt dat ten zeerste.

Ik verwijs naar de uitstekende motivering die terug te vinden is bij het amendement.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Coens.

De heer Coens, minister van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn antwoord en vraag de verwerping van het amendement.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur cet amendement et sur l'article.

Wij stemmen later over dit amendement en over het artikel.

Artikel 61 luidt:

Afdeling V. — Inwerkingtreding

Art. 61. De inwerkingtreding van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt als volgt vastgesteld:

1° De artikelen 42 en 43 hebben uitwerking vanaf het schooljaar 1982-1983;

2° Artikel 45 heeft uitwerking op 1 september 1983;

3° Artikel 46 heeft uitwerking op 1 augustus 1983;

4° Artikel 48 heeft uitwerking op 21 januari 1983;

5° De artikelen 49, 50, § 1, en 51 treden in werking vanaf het schooljaar 1985-1986;

6° De artikelen 50, § 2, en 53 treden in werking vanaf het schooljaar 1987-1988;

7° Artikel 52 treedt in werking op 1 juni 1985;

8° De artikelen 55 tot 59 treden in werking op 1 september 1985;

9° Artikel 60 heeft uitwerking op 1 september 1984.

Section V. — Entrée en vigueur

Art. 61. L'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre est fixée comme suit:

1° Les articles 42 et 43 produisent leurs effets à partir de l'année scolaire 1982-1983;

2° L'article 45 produit ses effets le 1^{er} septembre 1983;

3° L'article 46 produit ses effets le 1^{er} août 1983;

4° L'article 48 produit ses effets le 21 janvier 1983;

5° Les articles 49, 50, § 1^{er}, et 51 entrent en vigueur à partir de l'année scolaire 1985-1986;

6° Les articles 50, § 2, et 53 entrent en vigueur à partir de l'année scolaire 1987-1988;

7° L'article 52 entre en vigueur le 1^{er} juin 1985;

8° Les articles 55 à 59 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1985;

9° L'article 60 produit ses effets le 1^{er} septembre 1984.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Je vous propose, pour ce soir, de clore ici nos travaux. Nous les reprendrons, demain, par l'examen du volet économique de ce projet et du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales. (*Assentiment.*)

ONTWERP VAN WET — PROJET DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De regering heeft ingediend een ontwerp van wet betreffende de bouw en het gebruik van de eigenlijke infrastructuur van laad- en losinstallaties van waterwegen.

Le gouvernement a déposé un projet de loi concernant la construction et l'utilisation des infrastructures propres des installations de chargement et de déchargement des voies navigables.

Dit ontwerp van wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Ce projet de loi sera imprimé et distribué.

Het wordt verwezen naar de commissie voor de Infrastructuur.

Il est renvoyé à la commission de l'Infrastructure.

VOORSTELLEN VAN WET — PROPOSITIONS DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De volgende voorstellen van wet werden ingediend:

1° Door mevrouw Nelly Maes, tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers van 24 oktober 1967;

Les propositions de loi suivantes ont été déposées:

1° Par Mme Nelly Maes, modifiant l'arrêté royal n° 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés du 24 octobre 1967;

2° Door de heer Van den Broeck, tot aanvulling van artikel 3bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

2° Par M. Van den Broeck, complétant l'article 3bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

Le sénat se réunira demain matin à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen voormiddag te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 21 h 05 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 21 u. 05 m.*)

2906